



CHANGEMENTS ET DÉFIS À LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CANADIENNE : 1981 - 2001

Rapport sur la Conférence d'orientation annuelle 20^e anniversaire du Groupe des 78 - Année 2001

**21-23 September, 2001
Cantley, Québec**

« Nous pouvons faire figure de leader dans ce nouveau domaine de la résolution des conflits, mais nous devons le faire à l'aide d'outils nouveaux... Il existe des pays en développement qui exhortent notre pays à jouer un rôle de leader mondial en matière de résolution de conflits, de réponses humaines logiques et de respect de la vie humaine; à faire figure de proue, en fait, dans la proclamation que chaque être humain est humain. »

Lieutenant-général Romeo Dallaire (retraité)

« Ces questions outre-frontière en matière de démocratie, d'égalité économique, de droits de la personne et de développement durable sont celles qui, en fin de compte, décideront de notre avenir en tant que Canadiens. Elles constituent les sujets appropriés d'une politique étrangère canadienne répondant à nos intérêts et à nos valeurs en tant que citoyens du monde. »

Maureen O'Neil

« J'espère que le Groupe pourra intervenir auprès du gouvernement, qui ne sait pas quels sont ses intérêts stratégiques, pour lui dire : Vous avez une mission internationale, une mission que vous avez toujours eue, et nous sommes l'un des rares pays à pouvoir nous acquitter, dans la mesure du possible, de la tâche de susciter des compromis et persuader notre important voisin d'agir d'une manière multilatérale. »

Geoffrey Pearson

Le présent rapport comprend un sommaire avec des conclusions et des propositions, ainsi que les textes des discours-programme et des panels

Coprésidents du Groupe des 78: James Christie, Élisabeth Barot

Table des matières

Remerciements

Sommaire :

Conférenciers et sujets

Conclusions et propositions

Conférenciers principaux

Lieutenant-général Romeo Dallaire : *Quatre révolutions*

Maureen O'Neil : *La mondialisation a besoin de bons gouvernements*

Exposés avec panel

Panel-programme des membres fondateurs :

Regard sur le passé; regard sur l'avenir

Gordon Fairweather

Marion Dewar

Murray Thomson

• Égalité au plan économique

Richard Harmston

Gerry Barr

• Environnement

Hon. Charles Caccia

Dr. John Last

• Gestion publique mondiale

Michael Oliver

Christine Parsons

• Paix et sécurité

Geoffrey Pearson

Annexe - Le Groupe des 78

• Objectifs

• Membres Fondateurs

• Membres actuels

Remerciements

Nos premiers remerciements vont aux conférenciers, panélistes et animateurs, dont la contribution a fait de la conférence d'orientation du Groupe des 78 pour cette année un tel succès. Ces personnes sont présentées par une brève note biographique dans le sommaire.

Le Groupe est également très reconnaissant envers les membres qui ont aidé à organiser et réaliser la conférence, qui, cette année, a réuni soixante-seize personnes, y compris soixante-sept membres. Plus particulièrement, nous désirons remercier :

Rapporteur de la conférence : Clyde Sanger

Coordonnatrice de la conférence : Corey Levine

Membres du Comité de coordination de la conférence : Tim Creery, Nancy Drozd, Michael Shenstone, Arch MacKenzie, Clovis Demers et Dwight Fulford.

Trésorière du G78 : Nancy Drozd

Rapport sur la conférence : Arch MacKenzie, Tim Creery, Corey Levine

Traduction française : Jean-Claude Bourgie

Documents de travail : Ross Francis.

Chef de production : Corey Levine

Contributions financières : la conférence a été rendue possible grâce à des subventions généreuses du Fonds John Holmes, administré par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, situé au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international; du Centre de recherches pour le développement international; et de la Fondation Simons.

Debbie Grisdale et Geoffrey Pearson

Coprésidents de la conférence

Sommaire

Conférenciers et sujets

Étant donné que, cette année, la conférence marquait le vingtième anniversaire de la création du Groupe des 78, le thème général était pratiquement tout trouvé. Le titre, « Changements et défis à la politique étrangère canadienne : 1981-2001 », a été choisi non seulement pour tenir compte des trois objectifs interdépendants que les membres initiaux du Groupe avaient établis en matière de politique étrangère canadienne (paix et sécurité, égalité au plan économique, gestion publique mondiale), mais également d'un nouvel objectif : la protection de l'environnement. L'ajout de cette catégorie reflète l'émergence des questions environnementales, en particulier le réchauffement du globe, en guise d'élément crucial à la survie de la planète.

Bien que, initialement, la conférence ait été planifiée en tant qu'événement axé vers l'avenir et pimenté d'une saine dose de nostalgie, elle a eu lieu moins de deux semaines après les attentats terroristes du *World Trade Centre* à New York et du Pentagone à Washington. Il va sans dire que ces événements tragiques ont eu un sérieux impact sur la conférence et sur les exposés des présentateurs.

Discours-programme

La conférence comprenait deux conférenciers principaux. Le **lieutenant-général Romeo Dallaire (retraité)** a prononcé le discours-programme d'ouverture dans le cadre du dîner du vendredi soir. Le lieutenant-général Dallaire est présentement conseiller auprès du ministre de l'ACDI en ce qui a trait aux enfants touchés par la guerre. En 1993, il avait été nommé Chef de la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR) et, plus tard, de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

Le lieutenant-général Dallaire a parlé du besoin de trouver des nouveaux moyens d'aborder les conflits qui éclatent dans le monde aujourd'hui et a offert une critique des problèmes et des solutions ainsi que du rôle important que le Canada peut jouer aujourd'hui sur la scène internationale en matière de règlement des conflits. Il a été éloquent et inspirant et s'est mérité une ovation debout de la part de l'audience.

L'autre conférencière principale était **Maureen O'Neil**, présidente du Centre de recherches pour le développement international. M^{me} O'Neil a élaboré la thèse voulant que la mondialisation pourrait avoir des effets positifs et négatifs, selon la capacité préalable des gouvernements nationaux de fournir une saine gestion publique à leur propre niveau.

Discussions avec panel

La conférence comprenait également quatre panels, tous tenus dans le cadre de séances plénières.

La première discussion avec panel, **Regard sur le passé; regard sur l'avenir**, s'est faite avec la participation de trois membres fondateurs du Groupe des 78 :

Murray Thomson, directeur fondateur du Fonds canadien pour la paix qui s'est récemment vu décerner l'Ordre du Canada, ne s'est pas contenté d'expliquer pourquoi ces soixante-dix-huit personnes avaient été approchées pour devenir membres, il a également lancé un appel vigoureux en faveur de l'élimination des armes nucléaires, une priorité aussi grande aujourd'hui qu'elle l'était en 1981.

Gordon Fairweather, un ancien député, a été le premier président de la Commission canadienne des droits de la personne ainsi que le président fondateur de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Il a parlé des objectifs initiaux du Groupe des 78 dans le contexte du monde d'aujourd'hui et des priorités aux plans national et international, y compris la réforme de l'ONU, la militarisation de l'espace et les déplacements de plus en plus nombreux des gens partout dans le monde.

Marion Dewar, militante politique et ancienne mairesse d'Ottawa, a réfléchi sur le fait que la génération qui avait fondé le Groupe des 78 se sentait en contact avec le processus politique, ce qui lui avait permis de se mobiliser pour créer le Groupe des 78, mais que la génération actuelle avait été privée de tels moyens d'expression, d'où l'importance du Groupe des 78 pour que la jeunesse d'aujourd'hui puisse à son tour développer de tels liens.

La séance était animée par **Ann Gertler**.

Richard Harmston, directeur administratif de la Société asiatique des partenaires (SAP), et **Gerry Barr**, président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), se sont complétés mutuellement dans le cadre de la séance sur **l'égalité au plan économique**, présidée par Marion Dewar.

M. Harmston a mis l'accent sur l'aspect « aide au développement » de la question, retraçant les changements positifs et négatifs apportés aux politiques en matière d'aide (applaudissements pour l'émergence du secteur social en tant qu'élément central, reproche pour le volume décroissant).

M. Barr a abordé la question de la libéralisation des échanges et son impact sur les pays du Sud en ce qui a trait à l'écart de plus en plus grand qui se dessine. Il a suggéré certaines solutions opportunes (pour les programmes de développement en général et pour l'OMC en particulier) tenant compte de cet écart.

Le panel sur **l'environnement** était présidé par **Geoffrey Bruce**.

Charles Caccia, député (Davenport) et président du Comité permanent sur l'environnement et le développement durable, a présenté un compte-rendu serein du manque de progrès en ce qui a trait à notre dépendance envers le pétrole, à notre besoin de mettre l'accent sur des solutions de rechange en matière de sources et de

consommation d'énergie, et a fait remarquer que l'on parle peu des avantages de l'économie (par rapport aux coûts) de l'énergie.

Le **D^r John Last**, médecin en titre, professeur universitaire et épidémiologiste, a emprunté le personnage de prophète de l'Ancien Testament pour discuter (d'une manière remarquablement enjouée, compte tenu du rôle de prophète de malheur qu'il prétendait jouer) des effets désastreux du changement climatique, de l'impact de ces changements sur la santé publique, et des questions qui doivent être abordées pour atténuer les conséquences du changement climatique.

Clovis Demers a présidé le panel sur la gestion publique mondiale.

Le premier conférencier, **Michael Oliver**, ancien recteur et vice-chancelier de l'Université Carleton, a écrit ou édité plusieurs livres sur la vie politique au Québec et au Canada. Il a parlé de la manière dont les politiques des grandes puissances avaient poussé l'Organisation des Nations Unies dans une position tertiaire - plutôt que seulement secondaire - dans l'évaluation des conflits et a réclamé « une coalition d'intervention par l'entremise des Nations Unies » composée d'États de moyenne puissance.

Christine Parsons, membre du personnel de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU), a parlé de son expérience dans le cadre de la récente Conférence des Nations Unies contre le racisme, qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud). En tant que membre la plus jeune du panel (et ce, par quelques décennies), elle a également répondu à la question de Marion Dewar (« Comment allons-nous rêver ensemble? ») en déclarant que sa génération était désireuse de participer et de rêver d'une manière pratique à un monde meilleur.

Dans le dernier panel, sur **la paix et la sécurité**, **Geoffrey Pearson** a rappelé les dangers de 1981, tels que perçus dans le cadre du poste qu'il occupait alors en tant qu'ambassadeur canadien à Moscou, par rapport à aujourd'hui, c'est-à-dire à la lumière des attentats terroristes du 11 septembre, et a parlé des dangers qui nous menacent si l'impasse entre la Russie et les États-Unis n'est pas résolue en ce qui a trait à la réduction des arsenaux nucléaires en échange d'un examen du traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

La présidente du panel, **Corey Levine**, a comblé l'absence créée par l'annulation de Ernie Regehr (en raison de la nécessité de voir aux événements postérieurs au 11 septembre) et a parlé de ce que, à son avis, les attentats terroristes auront comme conséquences pour la paix et la sécurité dans la communauté internationale.

Conclusions et propositions

Non seulement les événements tragiques du 11 septembre ont-ils servi de toile de fond et de cadre aux exposés, ils ont également accentué la gravité des discussions qui ont suivi. Voici les résultats de ces discussions, sous forme de résolutions proposées et adoptées par

les membres dans le cadre de la conférence et sous forme de lettre envoyée au premier ministre Jean Chrétien.

Résolutions et recommandations :

1. Le Groupe des 78,

estimant à sa juste valeur le comportement courageux et la prévoyance dont le lieutenant-général Dallaire a fait preuve en alertant l'Organisation des Nations Unies au sujet de la menace de génocide au Rwanda en 1993-1994 et en commandant les forces des Nations Unies qui s'y trouvaient en 1994 pendant une période effroyablement dangereuse;

et admirant l'endurance morale, intellectuelle et physique qu'il a démontrée en consacrant ses années de retraite à l'analyse des menaces à la sécurité dans une ère nouvelle et à préconiser des opinions innovatrices en matière de règlement de conflits;

adopte la résolution :

d'initier le processus visant à proposer la candidature du lieutenant-général Dallaire pour le Prix Nobel de la Paix

Remarque : Cette initiative provient de l'autre Romeo (Romeo Maione), qui a déclaré qu'il organiserait une tournée de conférences dans tout le Canada à cette fin.

Soumis par Clyde Sanger

2. Attendu que la guerre est une méthode insatisfaisante pour résoudre les différends au XXI^e siècle;

il a été convenu que le Groupe des 78 réclamera avec insistance une mise à jour du Pacte Kellogg-Briand de 1928 rendant la guerre illégale.

Remarque : M. Kellogg était secrétaire d'État (É.-U.), et M. Briand était ministre des Affaires étrangères (France).

Soumis par Ross Smyth

3. Il a été convenu :

que le Groupe des 78 contactera des ONG, des syndicats, des églises, des mosquées et des synagogues du Canada ainsi que d'autres organisations similaires, en mettant surtout l'accent sur les groupes de jeunes, pour :

- préparer un manifeste réclamant la centralisation de l'intervention internationale pour la paix et pour les interventions anti-terroristes par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies;

- mettre sur pied un comité de planification interorganisations en vue d'un vaste rassemblement à l'appui du rétablissement et du renforcement de l'Organisation des Nations Unies, de manière à ce que celle-ci puisse agir rapidement et efficacement pour la défense de notre sécurité commune.

Soumis par Michael Oliver

3. Il a été convenu :

- que le gouvernement fédéral devrait augmenter la contribution canadienne au Fonds mondial pour la santé et autoriser l'utilisation des contributions canadiennes pour l'achat de produits génériques, où qu'ils soient produits.

Soumis par Dwight Fulford.

2. Il a été convenu :

- que le Canada devrait intervenir immédiatement dans le but de rétablir l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales en tant qu'instrument de recherche et de promotion des nombreuses tâches relatives à la création d'une culture de la paix, et de doter l'ICPSI des fonds suffisants pour inclure des pouvoirs d'octroi de subventions aux institutions indépendantes.

- que le Canada devrait activement promouvoir la campagne d'appel pour la paix de La Haye en vue d'une sensibilisation universelle pour la paix, qui a été adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en novembre 1999.

Soumis par Janis Alton, Hannah Newcombe, Marie-Hélène Boyle-Courtemanche, Debbie Grisdale.

3. La responsabilité des attentats du 11 septembre incombe surtout à ceux qui les ont perpétrés. Mais la responsabilité incombe également aux gouvernements de la région d'où les terroristes sont sensés provenir. Dans l'ensemble, ces gouvernements sont non représentatifs de leurs citoyens et n'ont pas accordé la priorité au bien-être et aux besoins fondamentaux de leurs populations. En partie, la réponse internationale devrait être d'analyser le caractère politique et social de cette région et d'offrir un soutien approprié pour que ces régimes en viennent à être plus représentatifs et responsables.

Soumis par Ted English

CONFÉRENCIER PRINCIPAL : QUATRE RÉVOLUTIONS

LIEUTENANT-GÉNÉRAL (RET.) ROMEO DALLAIRE

Nous vivons dans une ère riche en possibilités de faire progresser la race humaine. C'est également une ère très dangereuse parce que nous risquons de reculer jusqu'à une période d'oppression - même au sein des États démocratiques - alors que nous fermons les frontières et essayons d'éliminer certains éléments de notre pays. Notamment, nous, en tant que nation d'immigrants, pourrions déclencher un processus qui ne mènera à rien de bon et qui nous donnera l'impression de vivre dans un climat d'insécurité où nous développerons le syndrome de la forteresse assiégée. Ce dénouement est tout à fait possible.

Je vais essayer d'aborder les différents thèmes d'orientation dont vous allez faire l'examen - soit la sécurité mondiale, les dimensions économiques, la politique environnementale et, bien sûr, la gestion publique mondiale - en utilisant une base d'information expérientielle plutôt que théorique.

J'utiliserai la période de l'après-guerre froide en guise de point de départ pour les décennies suivantes. Cette période a donné aux Canadiens quatre révolutions, que le reste du monde a vécues à différents niveaux d'intensité.

1. Une révolution dans le règlement des conflits:

En premier lieu, il y a eu une révolution dans le tout le concept des conflits et de la guerre. Nous avons connu une pause avec la guerre du Golfe, qui a prouvé temporairement que toutes nos théories sur la guerre froide fonctionnaient bien et qui a été une guerre classique utilisant tous les systèmes d'armes perfectionnés qui avaient été développés durant cette période. Cependant, la guerre du Golfe a été un instrument exceptionnel et inhabituel de règlement de conflit; au cours des dix dernières années, nous nous sommes trouvés dans des situations beaucoup plus complexes ayant beaucoup plus de paramètres que la guerre classique. Bien que bon nombre d'intervenants de la guerre froide (qui voulaient se raccrocher à tous les instruments de la guerre froide au lieu de s'y adapter) y aient résisté, ce scénario est celui de la résolution de conflits. Nous ne participons même pas au maintien de la paix comme tel; plutôt, nous sommes engagés dans la résolution de conflit à plus long terme, essayant de créer une situation de stabilité et de développement dans des pays qui, dans les 150 dernières années, ont été sous le joug colonial et sous l'influence d'autres personnes.

À l'époque du colonialisme, nous sommes allés dans plusieurs de ces pays, et nous les avons remaniés à neuf, souvent sans tenir compte des gens, mais toujours très conscients de leurs ressources et de leur importance géographique. Nous accordions normalement notre appui à un groupe, parmi ces nations, qui semblait exercer un certain contrôle, même s'il s'agissait d'un groupe minoritaire, ou même un groupe abusif, dans le but de tirer avantage de ces empires coloniaux et de leurs ressources. Puis, lorsque les conflits avec les puissances coloniales ont commencé en Inde pour ensuite s'étendre en Afrique à

la fin des années 1950 et au début des années 1960, nous avons découvert que ces gens ne gouvernaient pas automatiquement d'une manière démocratique et qu'ils ne pouvaient pas développer leurs propres capacités et leur propre conscience en tant que pays. Plutôt, les liens avec eux ont été coupés dans le cadre de la guerre froide, où, en un certain nombre d'occasions, l'une ou l'autre des superpuissances a désigné certaines personnes très désagréables pour les prendre en charge. Ces personnes désagréables ont exercé un contrôle dans ces régions, alors que nous avons continué de poser des gestes rigoureux pour préserver la balance des pouvoirs et éviter un scénario nucléaire en Europe.

Puis, en 1989, nous avons soudainement modifié notre comportement envers plusieurs de ces pays, en leur disant : « Dorénavant, nous n'aurons plus besoin de vous; alors, pourquoi ne vous débrouillez-vous pas seuls? » Et c'est exactement ce qu'ils font, avec parfois des effets désastreux. Le résultat a été une prolifération de conflits, et des pays implosifs qui tentent d'avoir prise sur une forme de démocratie adaptée à leur culture. En essayant d'apporter un certain niveau de stabilité et de soutien - sans que ce soit dans leur intérêt, sans leur offrir la protection de qui que ce soit, mais un soutien quand même - nous avons découvert qu'il existe un savoir-faire entièrement différent des habiletés classiques que nous avons utilisées par le passé en matière de sécurité. En fait, dans le monde occidental, nous sommes passés à un rôle fondamentalement nouveau en ce qui a trait à l'utilisation de la force.

Le Traité de Westphalie existe toujours, et les militaires sont là pour défendre les frontières d'une nation-État et ses intérêts à l'étranger. Le triumvirat gouvernement-citoyens-militaires existe toujours. Il s'agit là d'un rôle que nous croyons encore incomber à nos forces armées, et d'une arène à laquelle participera notre corps diplomatique, c'est-à-dire faire tout ce qui est possible pour éviter la guerre, mais, s'il est essentiel d'entrer en guerre, envisager que la défense d'une nation soit confiée aux militaires et se fasse par le biais de la mobilisation.

Cependant, quelque chose d'autre s'est produit subrepticement pendant les années 1990, quelque chose que l'on appelle des conflits. Auparavant, vous aviez la guerre, ou les préparatifs de la guerre froide, et vous aviez la paix, le maintien de la paix; entre ces deux pôles, très peu d'interventions se sont produites en ayant essentiellement recours à la force. L'opération au Congo a été une telle intervention, et Chypre en a été une autre lors de l'éclatement de 1974; mais à l'OTAN et pour les forces militaires du monde occidental, il n'y avait rien là. Il vous fallait vous entraîner pour la guerre, et quelles que soient les compétences que vous aviez acquises dans ce contexte, vous n'aviez qu'à les ramener au niveau du maintien de la paix dans le sens classique du chapitre 6 [de la Charte des Nations Unies]. Les deux parties sont fatiguées de se combattre mutuellement, elles sont dans leurs tranchées et elles ont besoin d'une quelconque forme de méprise crédible dans la mise en œuvre de leurs traités de paix.

Eh bien, au milieu des années 1990, toute cette zone médiane a été riche en conflits. Et il devient nécessaire d'élaborer une toute nouvelle échelle dans l'utilisation de la force ainsi que dans l'utilisation des habiletés diplomatiques et des instruments humanitaires. Pourtant, dans cette zone médiane, nous avons, au cours de la dernière décennie, soit

fourni des réponses *ad hoc*, soit effectué beaucoup de formation sur place. Nous essayions simplement d'adapter les méthodes de la guerre froide à la résolution de conflits et à une implication complexe à long terme dans des pays qui avaient besoin d'être soutenus par une diversité d'instruments et non pas seulement par la force, dans le but de leur permettre de faire des progrès. Je parle ici des dimensions diplomatique, politique et humanitaire de la tâche, de la sécurité, des forces militaires, des forces policières et de la restructuration économique de ces pays. L'implication en est une de développement du pays et de connexion avec un certain nombre d'organisations mondiales, dans le but de mettre sur pied un semblant de plan à l'appui de ceux et celles qui cherchent à apporter la stabilité à leur pays, aidant, en fait, les modérés dans plusieurs cas. Nous nous sommes rendus compte de nos carences en ce qui a trait aux habiletés requises dans toutes ces dimensions. Dans les années 1990, nous avons été hésitants, essayant diverses interventions, connaissant parfois le succès, parfois l'échec, et tâchant d'apprendre des leçons. Eh bien, ce nouveau rôle qui consiste à utiliser toutes nos capacités en tant que pays dans la résolution de conflits est ici pour rester. L'époque du pays lui-même en paix mais dont les diplomates, les travailleurs humanitaires ainsi que les forces militaires et policières se trouvent dans des zones de guerre est ici pour rester. Au plan politique, il est très difficile pour un pays d'entretenir de telles ambitions altruistes et d'accuser des pertes en même temps.

Au cours de la dernière décennie, nous sommes allés dans ces pays, dans un effort pour leur offrir le soutien dont ils ont besoin, en se conformant au respect des droits de la personne et à des valeurs morales, soulignant peut-être l'aspect judéo-chrétien que nous, dans le monde occidental, avons observé pendant des siècles. Maintenant, nous avons recours à la force dans notre volonté de poursuivre de telles idéologies plutôt que de défendre le pays. Nous avons découvert que nos forces militaires ainsi qu'un certain nombre des structures ne sont pas adaptées à ce travail très différent. Dans le cadre de la réforme désormais entreprise dans les forces militaires pour gérer cette révolution des opérations dans les zones de conflit et de catastrophes humanitaires, nous découvrons qu'il nous faut perfectionner nos gens dans des domaines comme l'anthropologie, la philosophie et la sociologie. Ceci, nous l'espérons, les aidera à comprendre la complexité des situations auxquelles ils sont confrontés et à constituer une « valeur ajoutée » plutôt que de se contenter d'agir à titre de gardiens pour les deux prochaines années. Cette nouvelle époque exige également une implication à long terme. Tout comme pour le développement, vous ne pouvez en arriver à une solution dans une période de deux ou trois années. Vous ne pouvez réaliser l'objectif de donner aux modérés une marge de manœuvre et de compréhension des processus de gouvernement pour que ces pays fassent des progrès si vous ne comptez être là que pendant [seulement] trois années.

Mon mandat [au Rwanda] était d'une durée de deux ans. Les pressions exercées par les négociations et par les tentatives de résoudre les problèmes ont été telles qu'elles ont miné ce mandat. Si vous allez dans ces pays aujourd'hui, vous en avez pour quarante, peut-être même soixante ans. Vous devez formuler un plan intégré - pas un plan militaire, pas un plan humanitaire, pas un plan diplomatique. Pour ce faire, il vous faut disposer de gens dotés de compétences et de disciplines multiples, alors que l'utilisation des différentes compétences et disciplines variera au fur et à mesure qu'évoluera cette

tentative de stabilisation d'un pays et de réduction des conflits. Ceci nécessite un tout nouvel ensemble d'outils.

Voici un exemple : une petite ONG tentait de sauver des vies au Rwanda pendant le génocide. Ils disposaient d'une tente de la grandeur de la pièce où nous nous trouvons aujourd'hui. Quelques médecins et infirmiers/infirmières se dévouaient corps et âme, alors qu'à l'entrée de la tente, des centaines et des centaines de Rwandais attendaient, debout ou couchés, qu'on s'occupe d'eux. Le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne avaient envoyé de gros hôpitaux militaires de campagne - nous parlons ici d'hôpitaux qui peuvent soigner 500 blessés par jour. Toujours est-il que ces médecins, ces infirmiers/infirmières et ces aides portaient l'uniforme et affichaient une grosse croix rouge. On est allé voir cette ONG et on leur a dit : « Écoutez, nous pouvons nous occuper de votre triage. Nous pouvons transporter certaines de ces personnes par ambulance à l'hôpital. Nous pouvons vous aider à faire un meilleur travail. » Et ils ont tout bonnement été expulsés de la tente. On les a expulsés en raison d'une philosophie de neutralité encore courante : « En tant qu'ONG, nous ne pouvons travailler avec les forces militaires, parce que notre intégrité sera compromise. Nous laisserons mourir des centaines de gens, mais il ne faut pas que notre intégrité soit compromise. » Cette base de neutralité est révolue, et, de nos jours, elle est même perverse. Nous devons accepter la transparence, cela va de soi. Mais, après avoir travaillé dans ce domaine et mené certaines recherches, je suis d'avis que nous nous appuyons sur tous les mauvais principes en essayant de résoudre bon nombre de ces conflits.

Notre intervention est nécessaire. Nous sommes une puissance moyenne qui maîtrisons la technologie et disposons d'une morale du travail et d'une croyance en des valeurs fondamentales. Nous n'avons aucun passé de colonialisme, à part la destruction de nos Premières nations, qui, dans plusieurs cas, se poursuit - quelque chose qu'il ne nous faut pas oublier. Nous pouvons faire figure de leader dans ce nouveau domaine de la résolution des conflits, mais nous devons le faire à l'aide d'outils nouveaux. Il nous faut nous débarrasser des pratiques *ad hoc* que nous avons utilisées ces dix dernières années, et bâtir une toute nouvelle base conceptuelle de ce en quoi consistent les solutions à ces mandats complexes. Méfiez-vous de tout général qui vous dit : « Nous devons éviter de nous impliquer dans ces missions jusqu'à ce qu'il existe des stratégies de sortie claires, des missions claires avec des verbes d'action clairs comme ceux que nous avons à l'OTAN. » Nous avons passé cinquante ans à nous assurer que tout le monde [à l'OTAN] connaisse la signification du mot « attaque » ou celle de « retrait » et de « défense ». Nous nous trouvons maintenant dans une période d'instructions et de mandats vastes et imprécis comme « établissez une atmosphère de sécurité »! Cela veut-il dire « pendant que la démobilisation se produit, et il me faudra défendre le pays si un autre pays décide d'attaquer »? Est-ce que cela signifie que je prends en charge toutes les dimensions de la sécurité? Ou est-ce que cela signifie que je me contente de soutenir les forces policières? De soutenir ces forces armées? D'agir en tant que tampon? Que veut-on dire par « établir une atmosphère de sécurité »? Nous n'avons même pas la définition des verbes d'action.

Donc, il est nécessaire d'établir une toute nouvelle base doctrinale et conceptuelle, car les missions ne se dérouleront pas de manière routinière, et les mandats ne seront pas faciles à identifier et à mettre en œuvre. Prenez par exemple le nombre de mandats modifiés et de résolutions nouvelles qu'on a connus pendant la campagne yougoslave. Les troupes ne pouvaient arriver à suivre le cours des événements de chaque semaine au plan politique. Pourquoi sommes-nous toujours surpris lorsque nous mettons en œuvre ce que nous croyons être la solution, seulement pour nous apercevoir que l'une des deux parties s'est débrouillée pour trouver un nouveau débouché? Avons-nous vraiment réfléchi à ces arènes complexes de conflit et imaginé des moyens innovateurs d'anticiper les problèmes lorsque nous évoluons dans un climat d'ambiguïté? (Pouvez-vous vous imaginer) des militaires évoluant dans un climat d'ambiguïté? Pour le corps diplomatique, pas de problème! Mais pour un soldat, c'est un peu plus compliqué : « Vers qui, au juste, suis-je supposé diriger mon arme? »

Ce que nous avons vu récemment (dans les attentats contre New York et Washington) n'était pas imprévisible. Bon nombre de documents ont été produits et beaucoup de travail a été fait au sujet des menaces asymétriques proférées à l'endroit du monde occidental. Peut-être cette forme d'attaque nous a-t-elle pris par surprise, mais pas l'objectif. L'attaque ne correspondait pas à notre manière habituelle de faire les choses. Au Canada, nos forces militaires sont restreintes parce que nous prenons le risque de les utiliser uniquement dans l'éventualité d'une guerre. Les résultats de ce risque que nous avons pris se font maintenant sentir. Pourquoi sommes-nous pris au dépourvu, plutôt que d'avoir élaboré des plans intégrés en vue de cette nouvelle arène de conflit? Nous vivons une crise parce que nous n'avons pas anticipé cette crise et n'avons pas élaboré de solutions à cette menace. Il importe peu de savoir jusqu'à quel point la solution trouvée peut résoudre efficacement une crise - et il s'agit rarement de la bonne solution, car nous avons tendance à en faire trop ou pas assez. Ce qui importe, c'est que cette crise à elle seule ait créé de l'insécurité, ait créé un manque de confiance, ait créé une atmosphère où les gens regardent derrière leur épaule. Ce n'est pas là une bonne manière de diriger. Ce n'est pas là la manière de faire progresser un pays. Vous ne pouvez y arriver par la seule gestion de crises, parce que, quelle que soit la solution, vous aurez « perdu des plumes » du simple fait d'avoir permis que la crise se produise.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère où les conflits constituent la norme et où l'utilisation de la force sous différentes formes ainsi que son intégration au travail humanitaire et aux différents efforts diplomatiques nécessitent l'élaboration d'un nouvel ensemble de règlements et d'outils. Nous ne pouvons vivre la prochaine décennie et au-delà avec la même attitude que par le passé, soit celle du « essayons ceci, et essayons cela, dans l'espoir que ça fonctionne ».

2. Une révolution dans la gestion des ressources:

Nous avons maintenant vécu une révolution dans les ressources, ou dans la gestion des ressources. Dans la justification de l'utilisation des ressources entre les pays et envers leurs peuples, nous avons découvert un problème d'envergure dans la gestion des ressources à l'échelle mondiale. Si nous croyons que tous les êtres humains sont humains

et si nous acceptons que certains d'entre eux ne sont pas plus humains que d'autres, alors nous devons également vouloir que la proportion de 80 pour cent d'entre eux qui sont près ou qui se situent en-dessous du seuil de la pauvreté atteignent un certain niveau où ils pourront vraiment vivre comme des humains, et où ils pourront répondre aux attentes de leurs enfants et à leurs propres attentes dans l'espoir d'une vie meilleure. Cependant, si ceux qui font partie des 20 pour cent qui restent continuent d'épuiser les ressources, continuent de se conformer à des politiques qui réduisent les ressources fondamentales mondiales, alors sommes-nous vraiment engagés à engager la race humaine sur une base plus équitable, à tirer les gens de la pauvreté?

J'ai bien peur que nous leur donnions certaines occasions de s'engager sur la voie du développement, pour ensuite leur dire qu'il ne reste plus rien pour leur progrès, parce que nous avons utilisé toutes les ressources. Nous pourrions même leur dire : « Nous voulons vous assujettir à des contrôles à mesure que vous évoluez à travers les différentes révolutions industrielles, de manière à freiner l'augmentation de la pollution. ». Il nous faut une révolution dans la justification de la gestion des ressources, et ce, non seulement à l'échelle nationale, mais également à l'échelle mondiale. Vous ne pouvez pas, d'une part, contribuer à l'aide au développement, tout en sachant que, d'autre part, il ne restera plus rien pour ces gens au bout du chemin. À ce jour, nous n'avons pas eu de résultats positifs dans le cadre de cette révolution, et certainement pas au cours de la dernière année, alors que les puissances mondiales continuent de placer l'intérêt personnel avant les besoins de l'humanité. Les puissances mondiales sont guidées par l'intérêt personnel, elles ne sont pas guidées - comme le sont des pays comme le nôtre - par un idéal humain supérieur.

Il existe des pays en développement qui exhortent notre pays à jouer un rôle de leader mondial en matière de résolution de conflits, de réponses humaines logiques et de respect de la vie humaine; à faire figure de proue, en fait, dans la proclamation que chaque être humain est humain. Un jour, un officier d'état-major d'une grande nation s'est présenté à mon quartier général [à Kigali], environ trois semaines après le début du génocide. Il a commencé à poser des questions telles que : « Combien de Rwandais ont été tués hier? Combien ont été tués la semaine dernière? D'après vous, combien d'entre eux seront tués aujourd'hui? Combien au cours de la semaine prochaine, des trois prochaines semaines? » Et mes officiers d'état-major, les quelques Canadiens qui s'étaient rendus sur place, étaient tellement révoltés par cette personne qu'ils l'ont traîné dans mon bureau. Il m'a expliqué ce qu'il faisait et m'a demandé d'acquiescer à son intervention. Je lui ai demandé : « Quel est le but de ces questions? » Et le but était celui-ci : il avait été envoyé pour mener une évaluation du risque, le risque étant que cette nation croyait pouvoir accepter un soldat blessé ou tué pour chaque tranche de 85 000 Rwandais morts. Il exprimait la crainte de son pays face aux victimes, la crainte de son pays face à l'implication, l'intérêt personnel de son pays. Le Rwanda n'apparaît sur l'écran radar de personne.

Toujours au Rwanda, il y a quelque 320 gorilles des montagnes dans la zone montagneuse du nord-ouest. Il s'agit d'une espèce menacée - rappelez-vous le film *Gorilles dans la brume*, l'histoire de Dian Fossey qui a été tuée pendant son travail là-bas.

Aujourd'hui encore, je crois que si un groupe décidait d'aller exterminer ces gorilles, les protestations seraient plus grandes et l'implication de la communauté internationale serait plus importante que lorsque des dizaines de milliers de gens ont été massacrés chaque jour dans ce même pays.

Le Canada est inconfortable face à ces attitudes. Nous éprouvons des difficultés lorsque, au bulletin de nouvelles, on nous apprend que l'un de nous est maltraité par le système judiciaire, et nous sommes prêts à mobiliser toutes sortes de ressources pour appuyer cette personne. Je suis fier et heureux que les choses soient ainsi. Cependant, dans le même bulletin de nouvelles, nous voyons des Rwandais et d'autres qui sont massacrés ici et là, tout juste à douze heures d'ici en avion. Cela nous occasionne-t-il des difficultés? Je pense que oui. Je pense que ce pays a déjà atteint le stade de l'humanité, a déjà saisi l'essence de la déclaration de Kofi Annan dans *We, the People*, un document fondamental du millénaire.

3. Une révolution dans l'engagement du public :

Nous sommes également entrés dans une ère de révolution dans l'engagement du public, dans l'intérêt manifesté par les peuples et les personnes à l'égard de nos institutions. En 1968, toutes les personnes de moins de 30 ans essayaient de démanteler ces institutions, brandissant le slogan « On ne peut faire confiance à toute personne de plus de 30 ans ». De nos jours, on constate un questionnement plus soutenu de nos institutions et une demande de transparence. L'instrument, ce sont les médias, incités par des gens qui ne se contentent pas simplement d'accepter le fait que les institutions conservatrices sont là pour le bénéfice de tous. Songez à ce que nous, dans les forces militaires, avons dû subir dans les années 1990 pour avoir fait preuve de réserve. Le vieux principe de placer un lieutenant devant la porte pour déclarer que « le général ne fait aucun commentaire » ne fonctionne désormais plus. On exige de la transparence dans ce que nous faisons ici, à l'intérieur de ce pays, et dans ce que nous faisons à l'extérieur. Certaines personnes déplaisantes diront que cette transparence dans les communications, ce désir de savoir tout ce qui se passe et cette utilisation accrue des médias connaîtra son point culminant le jour où vous aurez un commentaire courant au sujet d'un soldat dans une tranchée qui reçoit une balle entre les yeux.

Comment pouvons-nous équilibrer cette dimension de la transparence et nous assurer qu'elle ait un effet plus positif que négatif? Je crois que son effet est plus positif. Il y a moins de boniments; il y a des déclarations plus réfléchies qui satisfont les gens, plutôt que d'entendre simplement : « Faites-moi confiance, car je suis meilleur juge. » Les généraux sur la Colline [parlementaire], avec leurs médailles, disant aux politiciens : « Faites-moi confiance » sont un phénomène des années 1950, mais l'ascendance des généraux de cette époque est désormais révolue. Je ne regrette pas qu'elle ait disparu. Je me rappelle ce que les militaires ont fait lors de la crise des missiles à Cuba en 1962, alors que nous avons commencé à mobiliser avant que le ministre de la Défense soit au courant de ce qui se passait, parce que nos amis du Sud se faisaient très pressants. Cette fois-ci, ce n'est du tout ce que nous faisons.

4. Une révolution dans les systèmes d'information :

L'exercice de transparence continuera d'évoluer avec la révolution dans l'information. La révolution dans les systèmes d'information sera tellement répandue qu'elle sera comme l'air, que ce sera comme être dans l'eau. Nous avons fait une analyse prospective de l'utilisation des systèmes d'information à travers le monde, et nous en avons conclu qu'en 2020 ou environ, nous disposerons de systèmes tellement interconnectés que cela remettra en question nos méthodes classiques de prendre des décisions et de trouver des solutions, c'est-à-dire notre raisonnement déductif. Cela mettra en doute l'efficacité de notre ancienne méthode à traiter toute la gamme de ce à quoi nous serons confrontés à ce moment-là. Aucun des scientifiques auxquels nous avons parlé de cette thèse n'est tombé en bas de sa chaise. Mais sommes-nous tous engagés sur cette voie pour tirer avantage de cette révolution, ou accusons-nous un certain retard, tout en espérant que la situation n'échappe pas à notre emprise?

Où est la grande stratégie?

Ces quatre révolutions ont changé tellement de choses dans les années 1990, et elles deviendront de plus en plus ciblées, et nous verrons apparaître des génies ou des hommes d'État capables d'articuler une vision et de nous guider dans le cadre d'une stratégie d'orientation de notre pays et des autres pays.

Cependant, j'ai prononcé des allocutions dans un certain nombre d'institutions, universités, collèges militaires, collèges d'état-major et groupes de réflexion aux États-Unis, et je pose la question suivante : « Vous êtes maintenant la puissance mondiale. Je ne sais pas si vous travaillez à un *Pax Americana*, mais vous êtes la puissance mondiale. À quoi la grande stratégie des États-Unis aspire-t-elle dans cette époque? Qu'attendez-vous que les historiens disent au sujet de cette puissance mondiale à cette époque-ci? » Il n'y a pas de réponse. On me regarde poliment, et on ne me répond pas. Pour quels accomplissements une puissance mondiale évoluant dans l'exercice de la mondialisation veut-elle être reconnue dans le futur, à quels progrès veut-elle être associée? Faire plus d'argent? La technologie? Y a-t-il quelque chose de plus profond que cela? Et à la question : « Y a-t-il quelque chose de plus profond que la technologie et l'argent? », il n'y a souvent pas de réponse.

Il nous faudra vivre une époque où nous connaîtrons des pertes, des pertes réelles. Il y aura des pertes économiques, comme l'expriment certains, et des pertes dans notre sentiment de sécurité. Il y aura des pertes dans la manière dont nous percevons le monde; il y aura des pertes occasionnées par notre implication dans certaines régions du monde. Et, j'en ai bien peur, il y aura des pertes parmi les centaines de milliers de personnes innocentes qui vivent dans les pays en développement. Délaissées, maltraitées et renvoyées au bas moyen âge. Je crois que des moyennes puissances comme la nôtre sont capables de s'assurer que nous ne tomberons pas dans le piège de l'intérêt personnel international, de l'égoïsme et de l'intérêt focalisé sur soi dans une position isolationniste.

Si nous pouvons voir ce qui s'est passé en raison des extrémistes, des adversaires qui sont passés au radicalisme en raison d'une diversité de facteurs, alors l'un des principaux domaines que nous devrions promouvoir de manière stratégique au plan humain est le développement, l'éducation, l'éradication des armes légères, la destruction des noyaux qui utilisent et maltraitent les enfants en période de guerre et dans les régions touchées par la guerre. Nous devrions tripler, multiplier par dix nos efforts dans les pays qui souffrent en raison de ces conflits, pour nous assurer que les enfants recrutés ne se développent pas pour en venir à créer un monde d'insécurité pour nos enfants et nos petits-enfants (dans ce cas-ci, pour nos petits-enfants, bien sûr! Et je le dis très poliment.)

Si nous ne nous penchons pas sur des problèmes comme ceux des enfants touchés par la guerre, des enfants soldats, du recours à la force; si nous permettons que le million d'enfants qui se trouvent dans des camps de réfugiés et de personnes relogées en Afghanistan voient l'utilisation de la force et écoutent les idéologies qui sont exprimées d'une manière extrémiste; si nous ne pouvons éliminer l'impunité associée à l'utilisation des enfants en temps de guerre, alors nous garantissons des quantités massives de recrues pour les prochaines séries de conflits. Et dans cet état d'insécurité, nous nous dirigeons à long terme vers une ère ténébreuse. Si nous poursuivons les exercices tactiques actuels et oublions notre mission de sortir ces gens de leur pauvreté, si nous n'investissons pas dans leur éducation et ne les aidons pas à établir des systèmes judiciaires, à développer la capacité de prendre en charge leur propre avenir, à protéger leurs modérés, alors nous ne sommes pas différents de tous les autres qui ne peuvent porter assez de bannières étoilées pour se sentir Américains.

CONFÉRENCIER PRINCIPAL : LA MONDIALISATION A BESOIN DE BONS GOUVERNEMENTS

MAUREEN O'NEIL

Pour le Groupe des 78, cette conférence n'est pas uniquement une occasion de célébrer : on peut dire qu'elle tombe à point. Elle se produit à un moment où les Canadiens ont été bouleversés et terrifiés par les attentats de New York et de Washington. Cependant, même avant ces événements, on avait commencé à voir un remaniement des principes fondamentaux de la politique étrangère canadienne ainsi que les changements qui nous ont touchés depuis le dernier livre blanc de 1995.

D'habitude, ces changements sont décrits (et souvent regrettés) sous la bannière de la mondialisation. Règle générale, la mondialisation qui est décrite est supposée consister en un ensemble puissant de forces éloignées de la volonté populaire des gens ordinaires et se situant, d'une façon ou d'une autre, au delà de la réglementation ou de la gestion des gouvernements démocratiques.

Je tiens à contester certaines de ces suppositions. En fait, je les mets en doute.

Tout comme la faute, cher Brutus, ne peut être imputée à nos étoiles, la plupart de nos problèmes ne tirent pas leur origine dans une destinée pernicieuse inhérente à la

mondialisation. Au contraire, je suis d'avis que la solution à la plupart des maux et des difficultés que présente la mondialisation se trouve plus près de nous - dans chacun des pays en question - dans la qualité de la politique nationale, des politiques nationales et de la gestion publique nationale. Règle générale, une saine gestion publique améliorera les aspects négatifs de la mondialisation - et prendra son parti de la mondialisation en exploitant les connaissances et les possibilités que celle-ci peut générer.

On a écrit des volumes sur le sujet. Je me contenterai d'observer ce qui est évident : que les forces de la mondialisation sont criblées de paradoxes et de contradictions. La mondialisation appauvrit et elle enrichit. Elle habilite et invalide. Elle établit des liens entre les gens du monde entier, et ce, par le biais de la télévision et des films que nous regardons, de la musique que nous écoutons et des idées que nous partageons. Elle divise les gens, aussi - d'une génération à une autre, les fondamentalistes des modernistes, les sécessionnistes des centralisateurs, les pauvres des riches. Et elle apporte de vastes possibilités, pour le meilleur et pour le pire.

Tout ceci pour dire que la mondialisation n'est ni monolithique, ni irrésistible. Ses caractéristiques sont altérables, remédiables et même, à certains égards, réversibles. Le pouvoir même de l'action de la mondialisation a tendance à susciter des réactions. Bien sûr, dans les démocraties, il y a maintenant un vigoureux mouvement de riposte qui insiste - comme l'a écrit Denis Stairs - sur le fait que « les gouvernements ont des obligations qui vont bien au delà du service d'échange économique débridé » et qu'ils ont, comme l'exprime M. Stairs, « la responsabilité de s'occuper également des victimes individuelles et communautaires » du capitalisme mondial.

Et c'est ici que je reviens à mon point principal. Secourir les victimes de la mondialisation - et, me permettra-t-elle d'ajouter, tirer avantage des possibilités enrichissantes - dépendra avant tout de la qualité de la gestion publique intérieure, y compris la volonté et la capacité de transiger avec les intervenants non étatiques. On a beaucoup parlé du soi-disant déficit démocratique dans les institutions internationales, qu'il s'agisse de l'OMC ou du FMI, du G8 ou des grosses sociétés transnationales. Mais pour la plupart des gens partout dans le monde, le pire déficit démocratique est celui qui afflige leur propre gouvernement démocratique.

Permettez-moi de me pencher particulièrement sur les quatre sujets importants sur lesquels votre conférence est axée : la paix, l'économie, la gestion publique et l'environnement.

D'abord, *la paix* :

Je mettrais ce sujet sous la rubrique « Comment les temps ont changé! ». Le ministère de la Défense des États-Unis fait des expériences avec des choses comme des bombes puantes en vue de disperser les foules sans qu'il y ait de blessés; des lanceurs de mousse collante pour immobiliser leurs cibles à l'aide d'un produit qu'un agent décrit comme « une espèce de gomme à bulles »; et des lance-grenades modifiés pour tirer des petites balles de caoutchouc ou des sacs de plombs. Un capitaine de la marine est cité par le

Globe and Mail : « Le monde est devenu un endroit beaucoup plus humanitaire pour tous. » C'est véritablement un nouveau monde lorsque le Pentagone applique ses vastes ressources au déploiement de mauvaises odeurs et de balles de caoutchouc.

Cette petite anecdote fait ressortir, je pense, deux vérités. La première est que les institutions énormes et puissantes changent *réellement*, aussi réticentes puissent-elles être. La deuxième est que même le Pentagone en est venu à percevoir les nouvelles menaces qui le guettent. Ceci est le monde de la Somalie et du Rwanda, du Timor oriental et de l'Afghanistan.

C'est un monde où, plus souvent qu'autrement, les menaces à la paix sont enracinées dans les échecs de la gestion publique nationale ou des moyens soi-disant efficaces de gérer les questions locales en matière de paix, d'équité et de justice. Les remèdes à ces échecs, et ceci était même évident dans le dernier discours de George Bush, ne sont pas « traditionnellement » militaires, même en tant que riposte ou que châtiment. Plutôt, ils nous enjoignent à trouver de meilleurs moyens de gestion publique et d'augmenter dramatiquement notre réflexion sérieuse sur le traitement de ceux qui continuent de prêcher la haine.

D'une part, ceci signifie des institutions internationales nouvelles ou améliorées - plus ouvertes, plus réceptives, plus efficaces. Je pense à la Cour criminelle internationale ou aux normes évolutives en matière d'impunité pour des individus comme Pinochet et Milosevic.

Mais d'autre part, il faudra sûrement élaborer des règles plus vigoureuses et plus légitimes en matière d'intervention internationale et redéfinir à l'échelle internationale les interdictions communes des lois nationales en ce qui a trait à l'emploi de menaces - dans un tel contexte, le fait de dire « Je veux te tuer » pourrait entraîner des poursuites criminelles.

Il faut que les gens aient la possibilité de s'exprimer de manière efficace et éclairée dans le cadre des institutions qui gouvernent leur vie. C'est une question d'équité et de fonctionnement. Équité, parce qu'une personne pauvre a autant le droit de s'exprimer dans les affaires de gestion publique que toute personne riche ayant des relations utiles. Fonctionnement, parce qu'un gouvernement ouvert, participatif et responsable dans ses délibérations et ses décisions fonctionne tout simplement mieux.

Nous ne connaissons que trop bien les résultats d'une gestion publique déficiente et non démocratique : elle se traduit par un recul économique, des conflits sanglants et la détérioration de l'environnement. Ce sont là des échecs qui ne peuvent être corrigés sans une participation plus vaste et plus éclairée des gens à leur propre gouvernement. Les gouvernements démocratiques sont particulièrement appropriés à la prévention des conflits. Je vous reporte à la recherche menée par Bruce Russett et d'autres et à la constatation probante que, généralement parlant, les démocraties établies et stables ne se font pas mutuellement la guerre.

Pour ce qui est de la paix nationale, une démocratie fructueuse, par définition, est un pays qui a créé la capacité de protéger et de faire progresser les droits de la personne, de favoriser l'égalité, et d'encourager un changement pacifique dans sa vie politique et économique. Bâtir cette capacité constitue une partie importante du développement - et devrait devenir un élément plus important de la politique étrangère et de l'aide au développement au Canada. À ce jour, nous avons fait de nombreuses expériences, et il nous faut maintenant comprendre ce que nous avons appris.

Le deuxième sujet mis en évidence dans le cadre de cette conférence est *l'économie* - qui comprend les questions de pauvreté, d'égalité et de population :

Ici encore, l'impact de la mondialisation sur une société ou collectivité particulière dépend essentiellement de la qualité de la politique nationale. Je n'exagère pas lorsque je dis que la politique et la gestion publique nationales peuvent faire *toute* la différence dans les effets locaux de la mondialisation. La recherche inductive confirme cette affirmation.

En Amérique latine, nous (ainsi que certains autres) avons soutenu financièrement des travaux de recherche explorant les effets de la libéralisation des échanges et des investissements sur la qualité de l'environnement. La polémique à cet égard a été acharnée. D'un côté, on argumente qu'une plus grande liberté dans les échanges et dans les mouvements des capitaux engendre une production industrielle plus élevée, une exploitation des ressources plus intensive et des stimulants concurrentiels pour la diminution des normes environnementales et de l'application. De l'autre côté, on prétend que les échanges suscitent la concurrence, et par conséquent une plus grande efficacité et moins de pertes; qu'ils donnent accès à des technologies propres; qu'ils mènent à des revenus plus élevés, à une demande politique plus vigoureuse pour des normes environnementales et à une capacité plus grande de solidifier ces normes.

Qui a raison? À ce jour, la recherche démontre que ces rapports de cause à effet peuvent pencher dans un sens ou dans l'autre. La différence, à en juger par toutes les données disponibles, se trouve dans la qualité du gouvernement national. L'élaboration des politiques donne les meilleurs résultats lorsqu'elle est transparente, participative et éclairée.

Voici un autre exemple : À l'origine aux Philippines et maintenant dans plus d'une douzaine de pays d'Asie et d'Afrique de l'Ouest, le CRDI a appuyé un projet de recherche, de formation et de conseils d'orientation stratégique sur l'impact des échanges et sur d'autres politiques macro-économiques relatives au bien-être des collectivités. Ici, nous nous préoccupons surtout des plus pauvres et des plus vulnérables. Les plus récentes constatations sont à l'effet que la libéralisation des échanges comme telle a un impact beaucoup moins important sur la pauvreté que les politiques fiscales intérieures spécialement ciblées.

Autrement dit, la macro-politique peut être modifiée pour limiter les dommages de la libéralisation et pour distribuer les gains d'une manière plus équitable. Je réitère que la mondialisation et la libéralisation économique *ne sont pas nécessairement* des forces

appauvrissantes. Ce sont des forces qui peuvent servir à réduire la pauvreté, pourvu que la gestion publique soit appropriée. Inversement, la réduction de la pauvreté est de plus en plus reconnue comme un résultat de la saine gestion publique.

Ceci m'amène directement au troisième sujet, la *gestion publique* comme telle, à l'ONU et ailleurs :

Je vous dirai franchement que je trouve invraisemblable que l'on s'attende, en général, à ce que l'Organisation des Nations Unies prenne sans cesse les bonnes décisions (comme nous, les Canadiens, le percevons) tant que le Conseil de sécurité sera structuré comme il l'est et qu'un si grand nombre de gouvernements membres de l'ONU demeureront non démocratiques. Les chances d'une réforme du Conseil de sécurité me semblent improbables, pour autant qu'elle nécessite des amendements à la Charte des Nations Unies. En même temps, les réformes procédurales en matière de transparence et d'établissement de priorités - auxquelles le Canada a eu le mérite de participer - sont toutes pour le mieux, aussi limitées soient-elles.

À partir de ces faits rudimentaires, j'élabore deux propositions :

- Les efforts du Canada à l'ONU devraient viser à assurer le concours des délégations vigoureuses et à l'esprit vif parmi les autres à l'ONU. Je dis ceci parce que la plupart des gouvernements manquent de ressources ou ne manifestent pas un intérêt suffisant (ou les deux) pour faire preuve d'une attention soutenue à l'égard de la diplomatie de l'ONU. Ceci donne beaucoup d'importance aux talents et penchants personnels des ambassadeurs en poste à New York. La plupart d'entre eux ne reçoivent pas de télégrammes d'analyse et d'information utiles de leur pays; ils doivent se débrouiller seuls. Mais les meilleurs d'entre eux peuvent être encouragés à former des coalitions bien intentionnées avec le Canada et avec d'autres, en faveur de l'innovation et du militantisme.
- En second lieu, pour autant que les gouvernements s'amélioreront à l'échelle nationale, l'ONU le fera également. Par exemple, advenant qu'un plus grand nombre de gouvernements bâtissent des fonctions publiques basés sur le mérite plutôt que sur le patronage, l'ONU peut également bâtir une fonction publique véritablement basée sur le mérite. Et à mesure que s'accroîtra ainsi la propre capacité de l'ONU, les gouvernements membres trouveront une raison de la financer d'une manière plus adéquate. Tout ceci parle en faveur d'un soutien persistant des réformes opérationnelles de l'ONU - et d'une reconnaissance du fait que notre soutien devra être armé de patience.

Le dernier sujet choisi aux fins de discussion est *l'environnement* :

Ici, nous avons peut-être la démonstration la plus dramatique que notre avenir sera déterminé par la qualité de notre gestion publique. Les préoccupations environnementales soulèvent des questions urgentes en matière de gestion publique transfrontalière. Ce défi partagé n'est nullement plus pressant que dans le cas du réchauffement de la planète.

En effet, la science, l'économie et la politique du changement climatique illustrent nos méthodes de gestion publique internationale sous leur aspect le moins avantageux - et le plus prometteur. Le Protocole de Kyoto devrait être perçu comme une preuve révélatrice qu'un mauvais processus donne de mauvais résultats : des gouvernements prenant des engagements mal éclairés et mal préparés qui ne peuvent être tenus. Dans le plus récent accord de mise en œuvre, nous pourrions tout juste nous être sauvés de nos propres erreurs précédentes.

Pour un bien meilleur exemple de processus, je me contenterai de mentionner le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, établi en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et par le PNUÉ, le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Il s'agit d'un groupe d'experts composé de gouvernements. Mais ce qu'il y a d'intéressant avec le GIEC, c'est qu'il réunit un ensemble prometteur d'experts gouvernementaux, d'universitaires et d'ONG dans le cadre d'un réseau de collecte et d'analyse d'informations. Autrement dit, le rôle du GIEC consiste à documenter l'élaboration des politiques à l'aide de la ressource extrêmement rare des faits convenus et des analyses éprouvées - le tout se rapportant au changement climatique dû aux activités humaines.

Je suis d'avis que ce genre de réseau élaboré dans un but - le croisement des disciplines et des frontières en vue d'obtenir les faits et d'en arriver à un consensus - représente un nouveau phénomène important en matière de gestion publique. C'est là le genre de réseau qui a négocié et qui met présentement en œuvre le Traité sur les mines terrestres. Un autre réseau remarquablement productif élabore de meilleures politiques et procédures pour la prise de décision concernant la construction de grands barrages aux fins d'électricité et d'irrigation.

Voici deux brèves observations sur la politique étrangère canadienne :

- Pour avoir une idée du futur, jetons un coup d'œil sur le passé. Pendant plusieurs décennies, l'approche du Canada face au reste du monde a été, dans ses rudiments, étonnamment cohérente. Dans nos politiques commerciales, dans nos programmes d'aide et dans notre politique étrangère et notre politique de défense, les gouvernements et les parlements successifs se sont engagés envers le monde. Je ne dis pas que nous avons toujours agi ou investi de manière éclairée ou adéquate dans le cadre de cet engagement; parfois, nous ne l'avons pas fait. Mais avec le temps, nous avons compris que le bien-être du Canada est fonction de l'état du monde. Cependant, il ne fait aucun doute que les échecs, ces dernières années, à financer la politique étrangère canadienne et la politique d'aide au développement ont nui à notre crédibilité et à notre capacité.
- Un deuxième point. Pour ce qui est d'un nouveau livre blanc sur la politique étrangère, ses rédacteurs ont été plongés dans le monde dont nous craignons la venue. Quoi qu'il en soit, un tel examen devra aborder les défis que j'ai mentionnés - ainsi que la primauté d'une saine gestion publique. Les défis du soutien véritable des droits de la personne et du traitement de la préconisation non contrôlée de la haine par le biais de la communication facile. Ces questions outre-frontière en matière de démocratie, d'égalité économique, de

droits de la personne et de développement durable sont celles qui, en fin de compte, décideront de notre avenir en tant que Canadiens. Elles constituent les sujets appropriés d'une politique étrangère canadienne répondant à nos intérêts et à nos valeurs en tant que citoyens du monde.

PANEL-PROGRAMME DES MEMBRES FONDATEURS : REGARD SUR LE PASSÉ; REGARD SUR L'AVENIR

GORDON FAIRWEATHER

L'éminent théologien Hans Kung déclarait un jour qu'il croyait « que la fidélité critique est louable et que la résistance est significative et le renouvellement possible ». Il écrivait en tant que fervent Catholique au sujet de sa propre église; pourtant, ses paroles se reflètent dans ce que nous, les membres du Groupe des 78, représentons. On peut dire que nous démontrons une fidélité critique envers notre pays, tout en résistant à (et en critiquant même) certains de ses excès, et que nous préconisons le renouvellement de certaines de ses stratégies et politiques en vertu desquelles nous réagissons aux affaires internationales.

Je ne prétend pas que l'expression « fidélité critique » ait jamais effleuré l'esprit des fondateurs du Groupe. Pourtant, l'essence de cette idée n'a jamais été éloignée de nos esprits : une fidélité déterminante envers le Canada, tout en jugeant utile d'adopter une attitude critique lorsque nous sommes d'avis qu'une telle attitude s'avère nécessaire.

Lorsqu'on m'a offert de me joindre au Groupe, j'étais d'accord avec ses objectifs généraux, et je me suis senti à l'aise avec les participants. Je mentionnerai quelques-uns d'entre eux :

- Andrew Brewin et moi-même avons connu et mené plusieurs luttes à la Chambre des communes. Nous avons travaillé à la réforme des lois désuètes en matière de divorce, sur diverses questions liées aux droits de la personne et sur la politique étrangère du Canada. M. Brewin et Peggy Brewin ont fait plusieurs sacrifices personnels pour notre pays et sont un exemple de tout ce qu'il y a de positif au Canada.
- King Gordon, infatigable, consciencieux, persistant. Un personnage formidable avec qui il fait bon partager les causes.
- John Holmes, sage à outrance et faisant honneur au ministère qu'il a servi avec tant de distinction ainsi qu'à l'Institut canadien des affaires internationales.
- Beryl Plumtre, Murray Thomson, General Burns, Norma Walmsley, George Ignatieff, qui ont tous grandement contribué au moment où le Groupe prenait son envol, et qui ont plaidé sans relâche la cause de la paix.

Il me semble que trois questions occupent la scène nationale :

Les Canadiens ont reçu plusieurs avertissements au sujet de l'eau potable saine et salubre. À coup sûr, il s'agit là d'un droit « enchâssé » des citoyens, tout comme le sont les soins de santé. Nous, qui vivons dans ce monde fragile, notre chez-soi insulaire, avons droit à une eau salubre et à un air pur dans le cadre d'un écosystème équilibré. Pour l'amour du ciel, je n'arrive pas à comprendre comment il peut y avoir des conflits politiques au sujet de ces droits élémentaires.

La question suivante a également des répercussions internationales et nationales : ici au Canada, les défis inacceptables auxquels doivent faire face les travailleurs à faible revenu et qui ont des répercussions terribles sur un trop grand nombre d'enfants nécessitent une intervention urgente. Nous sommes tous conscients du fait que les données de Statistique Canada indiquent qu'un enfant canadien sur cinq vit encore sous le seuil de la pauvreté. Le Canada se classe à un maigre dix-septième rang parmi les pays de l'OCDE en ce qui a trait à la manière dont nous intervenons en matière de pauvreté.

Enfin, un impératif dans cette brève liste d'objectifs est la manière dont nos institutions tiennent compte et décident des questions de droits, de participation, d'identité et de cohésion sociale.

Le groupe d'experts sur la paix et la sécurité abordera plusieurs des défis qui nous touchent tous. En voici trois qui me préoccupent : la réforme de l'Organisation des Nations Unies, la militarisation de l'espace, et les déplacements mondiaux des personnes, soit en tant qu'immigrants, soit en tant que réfugiés.

1. L'Organisation des Nations Unies a connu d'importants changements, en particulier pendant le mandat de l'actuel Secrétaire général, Kofi Annan. Un bouleversement qui saute aux yeux est le déséquilibre du Conseil de sécurité. Cinquante-cinq années se sont écoulées depuis San Francisco, et il est banal de dire comment le monde a changé depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies. Les cinq membres permanents se sont qualifiés comme tels en raison du simple fait qu'ils ont « gagné » la guerre. L'admissibilité de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie à un tel statut au XXI^e siècle est contestable, surtout lorsque des pays comme le Brésil, l'Inde et le Japon sont sujets à des pressions pour trouver un appui à leur candidature.

2. La militarisation de l'espace menace la paix et la stabilité mondiales. L'espace est un patrimoine commun de toute l'humanité - le paysan du Bangladesh et le bûcheron de la Colombie-Britannique partagent l'espace. On doit se poser la question suivante : Comment les États-Unis justifient-ils une telle action unilatérale et sujette à controverse? La militarisation de l'espace est un exemple d'impérialisme de ces dernières années.

3. Il y a cinquante ans, l'Organisation des Nations Unies adoptait un accord conçu pour protéger les gens qui fuient la persécution dans leur pays d'origine. La Convention relative au statut des réfugiés définit ce que cela signifie d'être un réfugié. Elle établit le devoir de traiter les migrants d'une manière juste et humaine et d'élaborer un processus pour entendre leur revendication et pour offrir refuge et protection aux victimes légitimes. Le Canada a dûment ratifié la Convention, et la Cour suprême a statué en 1985,

dans la décision *Singh*, que le traitement de la demande sans avoir la possibilité d'entendre le demandeur en personne ne satisfaisait pas aux principes de la justice fondamentale telle que garantie par la Charte canadienne des droits et libertés.

Chaque année, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié juge que sur les plus de trente mille revendications entendues, dix à trente mille sont justifiées. Entre-temps, Immigration Canada identifie aux fins de parrainage gouvernemental dix à douze mille personnes additionnelles qui vivent dans des camps de réfugiés partout dans le monde. Nous devrions être fiers, bien que pas trop optimistes, au sujet de ces chiffres qui, en plus du flux régulier d'immigrants, totalisent annuellement quelque deux cent cinquante mille nouveaux arrivants. Il est à remarquer que le Canada, ainsi que les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Israël, constituent les quelques pays du monde dont les politiques sont bien définies en matière d'immigration.

Malheureusement, il existe plusieurs exemples de cas où des pays ne s'acquittent pas de leur obligation de fournir la protection conférée par la Convention relative au statut de réfugié qu'ils ont ratifiée. L'Australie en est le plus récent exemple, et même le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne court le danger de succomber à la xénophobie et au chauvinisme. Les tribunaux d'Australie ont pris le gouvernement à partie pour son traitement brutal des réfugiés Afghans. Le cas de l'Australie nous rappelle, avec un frisson, celui du *St. Louis*, un navire bondé de réfugiés juifs qui avait été détourné du Canada et des États-Unis en 1939 et qui avait été forcé de retourner en Europe et à une mort certaine pour ses passagers.

On compte environ douze millions de réfugiés dans le monde aujourd'hui. Dans certains milieux, on réclame que la Convention de 1951 relative au statut de réfugié soit remaniée, mais comme l'explique Johannes van der Klaauw, agent principal aux Affaires européennes auprès du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : « La Convention n'est pas le problème. Il [nous] faut étudier pourquoi les gens ont désespérément besoin de venir [en Europe], pourquoi tous ces gens se déplacent. Il y a des problèmes beaucoup plus vastes ici - des problèmes de violation des droits de la personne, des problèmes de mondialisation, des problèmes de pauvreté. C'est là que la communauté internationale doit diriger ses efforts. »

À cette déclaration, permettez-moi de répondre « ainsi soit-il ».

MARION DEWAR

Je pense qu'il est vraiment approprié que nous examinions où nous en sommes et de quelle manière nous y sommes parvenus. Je dois dire que, dans ma vie adulte et publique, l'une des plus grandes influences a été King Gordon. Non seulement a-t-il fait le tour les bureaux de députés, mais on l'a même vu jusqu'au conseil municipal! Même si vous ne vouliez pas l'entendre, c'était peine perdue puisqu'il refusait de s'en aller.

Hier soir, le discours du général Dallaire m'a fait penser à Andy et Peggy Brewin. À mon avis, leur plus grande force - celle que nous avons aujourd'hui mais que nous n'avons pas

légitimée - a été leur vision et leur rêve. De nos jours, lorsque vous parlez de visions et de rêves, on vous tapote presque dans le dos pour vous dire que vous ne comprenez pas la technologie. Ce qu'il nous faut reconnaître, c'est d'où nous venons et où nous nous dirigeons.

Il est merveilleux de s'asseoir dans cette pièce avec un groupe d'amis et de parler des idées splendides et des rêves que nous avons eus - mais à quoi servent-ils si nous ne les transmettons pas, et pourquoi la nouvelle génération ne s'en est-elle pas déjà emparé?

Je pressens que la nouvelle génération ne s'en est pas emparé parce que nous ne les avons pas légitimés à le faire. Lorsque nous voyons les jeunes qui sont dans les rues, ils démontrent qu'ils sont encore réprimés, ils se tiennent là et remâchent encore toutes ces critiques en se disant : « Je suis ici pour rester. Ce n'est pas parce que quelques personnes sont mauvaises et perturbatrices que vous m'obligerez à retourner chez moi. » Une partie de tout ce message a été de renvoyer chez eux un grand nombre d'entre eux qui ont osé avoir quelques rêves et qui n'ont aucun moyen de les exprimer.

Dans le cadre de sa mission d'origine, il revenait au Groupe des 78 d'approcher ces groupes de gens et d'essayer d'obtenir leur participation - ces groupes de gens existent toujours, ils sont encore là, ces organisations sont encore là. Certainement, certaines de ces organisations ont été amoindries à bien des égards, et on ne leur a pas accordé l'attention à laquelle elles avaient droit. En tant que groupement collectif, et en tant que groupement collectif de citoyens canadiens, ils peuvent commencer à susciter l'attention qu'ils réclament. Mais il nous faut intéresser des gens qui appartiennent à ces groupes, de manière à ce que nous puissions commencer à dialoguer sur les moyens de conjuguer nos rêves.

Je ne cherche pas à excuser mes rêves. Lorsque nous étions dans les rues et que nous essayions de nous assurer de mettre fin aux armes nucléaires, notre présence n'était pas justifiée par le simple désir d'avoir notre moment de gloire : nous étions là parce que nous croyions vraiment en un monde harmonieux où l'on pourrait s'accepter les uns les autres en tant qu'êtres humains, et que nous étions persuadés que la famille humaine existait réellement.

Je n'entend pas de protestations de la part du public canadien parce que nous n'établissons pas de liens, parce que les gens qui rêvent n'ont personne avec qui partager et actualiser leurs rêves. Je pense que cela est tellement important. Au début, dans le Groupe des 78, nous croyions vraiment dans l'établissement de liens.

Il nous faut maintenant émanciper ces groupes; il nous faut nous en remettre à eux. Ce n'est pas facile - il est beaucoup plus agréable de se rencontrer et de parler de l'état terrible de la planète. Je suis persuadée que les répercussions du 11 septembre n'ont même pas encore commencé à nous toucher. Consciemment, peut-être l'ont-elles fait; mais inconsciemment, je pense que nous ne savons pas ce qui nous est arrivé en tant qu'individus. Mon fils me disait hier qu'il a rencontré quelqu'un qui lui a demandé : « Comment vas-tu? », et il lui a répondu : « Je ne le sais pas vraiment ». L'autre lui a

demandé : « Qu'est-ce que tu veux dire? », et mon fils a répliqué : « Je ne sais pas du tout comment je suis, mais quand je le saurai, je te le laisserai savoir ». Je lui ai dit : « Je n'avais pas pensé à cela, mais peut-être as-tu touché là un point sensible ».

Nous ne savons pas comment nous sommes. Nous savons qu'il est possible de rapprocher les gens, nous savons que nous respectons encore certains des groupes dont nous parlons. Et certains autres, que nous avons omis d'inclure dans nos discussions et dans nos rêves et dans notre capacité de les actualiser, sont nos auteurs et nos poètes. Nous nous vantons de ce que nous avons fait en littérature canadienne; nous avons accompli beaucoup dans ce domaine, mais nous n'avons pas capté ces messages, nous ne les avons pas analysés et appliqués à la politique gouvernementale. Je ne parle pas seulement des documents d'orientation : je parle des romans et des poèmes - et il en existe de très bons. C'est là le genre de choses que nous devons faire dans le cadre du Groupe des 78.

Je pense que, en mémoire surtout de King Gordon et de Andy et Peggy Brewin, des gens exceptionnels dans leur compréhension de la voie que l'humanité devrait emprunter, le Groupe des 78 se doit de franchir ce pas et de dire : « Nous allons y consacrer la prochaine année, ou les deux ou trois prochaines années - enfin, le temps qu'il faudra - pour remanier le cadre dans lequel nous avons fait nos débuts, et (sans nous contenter de chercher des jeunes ou tel groupe ou tel autre) nous conférerons aux organisations légitimes certains pouvoirs dans le processus de notre intervention, et les regrouperons, pour qu'alors ils puissent y contribuer.

MURRAY THOMSON

Le téléphone sonne sans répit par un matin frisquet de janvier 1980.

C'est King Gordon - encore.

Je ne me rappelle pas ses paroles exactes, mais il voulait que nous fassions quelque chose au sujet de la crise courante. Les Soviétiques avaient envahi l'Afghanistan et l'OTAN installait des missiles Pershing 2 et des missiles de croisière basés à terre en Europe.

Sous le titre *A Mad Rush Toward Military Confrontation*, un journaliste du *New York Times* disait que « l'intervention soviétique en Afghanistan et la réaction excessive des États-Unis représentent le pas en arrière le plus sérieux dans les relations internationales depuis la guerre du Vietnam ainsi qu'une menace alarmante à la paix, aujourd'hui et dans un avenir prévisible. Les militaristes de tous les côtés vivent une époque bénie, à un coût incalculable pour la sécurité économique et physique de chacun d'entre nous. » Le président Carter est allé plus loin, qualifiant les implications de l'invasion « la plus sérieuse menace à la paix depuis la deuxième guerre mondiale ».

La peur d'une crise nucléaire était palpable. L'horloge du jugement dernier (*Doomsday Clock*) du *Bulletin of Atomic Scientists* a été changée de neuf à sept minutes avant minuit, puis, un an plus tard (en 1981), de sept à quatre minutes avant qu'elle sonne, à minuit, l'avènement du jugement dernier.

Nous avons donc convoqué une réunion le 4 février 1980, à laquelle cinq personnes ont participé : *King Gordon, Andy Brewin, Greg Wirick, Bill Janzen* et moi-même. Il a été convenu que quelque chose devrait être fait : une autre réunion, peut-être, ou une annonce publicitaire, ou une lettre au premier ministre Trudeau. Ce n'est qu'un an plus tard, le 23 février 1981, dans le cadre d'une réunion au domicile des Brewin, que nous en sommes venus à rédiger une déclaration et à la faire signer par des sympathisants.

Bien que le processus d'invitation des signataires semblait fait au petit bonheur, comme écrire les noms à l'endos d'enveloppes, il comportait également une certaine méthode. Nous voulions des gens capables d'influencer et d'inspirer leurs membres à appuyer la déclaration. C'est pourquoi nous avons obtenu la participation du dirigeant du Congrès du Travail du Canada, *Dennis McDermott*; des dirigeants de la Fédération de l'agriculture et du Syndicat national des cultivateurs, *Dave Kirk* et *Alf Gleave*; du secrétaire de la Co-operative Union of Canada, *Bruce Thordarson*; des modérateurs de l'Église unie, *Lois Wilson* et *Bob McClure*; du primat anglican *Ted Scott*; et de l'archevêque catholique *A.L. Penney*; de *Donald MacDonald*, secrétaire de l'Église presbytérienne; et de *Heather Johnston*, présidente du Conseil canadien des Églises; de *Lucie Pépin*, présidente du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme. Ensemble, ces onze Canadiens et Canadiennes dirigeaient des organismes comptant plusieurs millions de membres.

Nous désirions également obtenir la participation d'universitaires et d'intellectuels exceptionnels. C'est ainsi que nous avons fait appel à sept présidents d'universités de tout le pays : *James Ham, Margaret Fulton, Gregory McKinnon, Michael Oliver, Francis Leddy, Roger Guindon* et *Peter Meincke*. Nous avons ajouté des membres exceptionnels du corps enseignant, comme *John Polanyi, Northrup Frye, Ursula Franklin, John Sigler, Frank Scott, John Meisel, Maxwell Cohen, Roby Kidd* et *Elizabeth Mann Borgese*. En outre, nous voulions des leaders dans les domaines des communications et des arts, qui ont été *Margaret Laurence, Patrick Watson, Margaret Atwood, Pierre Berton, Maynard Gertler, Clyde Sanger* et *Anton Kuerti*. Après avoir recherché de solides participants dans le domaine du développement international, nous avons obtenu les signatures de *Maurice Strong, Paul Gérin-Lajoie, Tim Brodhead, Norma Walmsley, Richard Harmston* et *Yvon Madore*.

Dans la collectivité des militants pour la paix, *Nancy Pocock, Thérèse Casgrain, David Smith* et *Diana Wright* se sont joints à nous. Notre recherche de leaders influents à l'ONU nous a donné la participation de *Hugh Keenleyside, Adelaide Sinclair, John Humphrey, Bill Epstein* et du général *Tommy Burns*. En outre, nous avons obtenu que *Tommy Douglas, David MacDonald, Gordon Fairweather, Renaude Lapointe, James George, Escott Reid, Marion Dewar, George Ignatieff* et *Florence Bird*, des Canadiens et Canadiennes ayant une expérience politique, diplomatique et parlementaire, signent la déclaration.

Il y a vingt ans, notre plus grande crainte était la guerre nucléaire; aujourd'hui, il semble que ce soit le terrorisme international et les guerres civiles. Pourtant, on compte encore quatre mille têtes explosives en position de lancement sur alerte qui n'ont pas été « décibléées ». La puissance destructrice totale des quelque trente mille têtes explosives

que l'on trouve dans le monde aujourd'hui approche huit mille mégatonnes, ou huit milliards de tonnes.

Notre déclaration de 1981 allait plus loin que de réclamer « l'élimination de la menace de guerre nucléaire ». Elle demandait au Canada « d'incorporer à sa politique étrangère les principaux objectifs établis dans le document final de la Session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement (1978) ». Ces objectifs comprenaient la reconnaissance que la sécurité ne peut être édiflée sur l'accumulation des armes (avez-vous bien compris, George Bush?) et un changement dans les priorités en matière de dépenses, de manière à pouvoir mettre l'accent sur l'aide visant à répondre aux besoins fondamentaux et à promouvoir l'autonomie des personnes vivant dans la pauvreté absolue (êtes-vous à l'écoute, Jean Chrétien?).

En tant que représentant d'une des six ONG de la délégation canadienne, une initiative pour laquelle nous pouvons remercier Geoffrey Pearson, j'ai été impressionné par le travail acharné des délégations. Il y avait un sentiment d'euphorie et d'épuisement lorsque, à deux heures du matin, après deux jours et deux nuits de travail excédentaire, le document final a été accepté. Plusieurs considèrent que le document était et est toujours un document clé dans la lutte permanente pour le désarmement, une lutte qui doit s'intensifier dans les semaines et les mois à venir.

Permettez-moi de citer un extrait d'un message électronique récent : « Chaque type d'arme dans l'arsenal nucléaire des É.-U. est mise à niveau en vertu du programme *Stockpile Stewardship*, d'une valeur annuelle de six milliards de dollars, et plusieurs d'entre elles sont dotées de capacités militaires améliorées. De plus, les laboratoires d'armes nucléaires explorent des moyens d'utiliser des armes nucléaires de faible puissance pour détruire des tunnels et des abris souterrains ainsi que des installations d'armes chimiques ou biologiques. Ceci menace d'embrouiller la distinction entre les armes nucléaires et les armes conventionnelles, abaissant ainsi les obstacles politiques à leur utilisation. Les plans du président Bush ne tiennent pas compte des assomptions fondamentales sous-jacentes à la politique américaine en matière d'armes nucléaires. Les É.-U. pourraient réduire le nombre de têtes explosives qu'ils entretiennent, mais ils ne projettent pas de réduire le caractère essentiel de leur arsenal nucléaire. Les États-Unis et la Fédération de Russie possèdent présentement des arsenaux vastes, diversifiés et viables d'armes offensives stratégiques comprenant divers types de missiles balistiques intercontinentaux, de missiles balistiques à lanceur sous-marin et de bombardiers lourds. »

En conclusion, mon correspondant affirmait : « Nous, du mouvement pacifiste, devons reconnaître que les NMD (Défense au niveau national contre les missiles intercontinentaux), TMD (Défense contre les missiles de théâtre d'opérations), armes spatiales, armes nucléaires de première frappe, et armes nucléaires de précision et de faible puissance, sont les éléments étroitement liés d'un système de combat offensif, intégré et mondial. »

Et tout ceci avant que se produise la tragédie du 11 septembre.

Au départ, le Groupe des 78 n'envisageait pas de se livrer à des activités autres que l'utilisation de la déclaration initiale pour influencer la politique étrangère canadienne. Cependant, des membres individuels peuvent parfois se réunir à des fins particulières telles que l'opposition aux essais des missiles de croisière. Quand Andy Brewin est décédé, on a convenu de tenir une conférence en son nom, au lac Stoney, une initiative qui s'est poursuivie dans le cadre de ces événements annuels. Les déjeuners avec conférenciers sont devenus des événements réguliers à Ottawa. Max Cohen, Maynard Gertler et certains autres ont fait équipe pour organiser une vaste conférence internationale d'avocats et d'autres personnes examinant la légalité des armes nucléaires, où a eu lieu une confrontation entre notre John Polanyi et Edward Teller, le père de la bombe à hydrogène.

Une rétrospective de la déclaration d'il y a vingt ans nous permet de constater avec étonnement jusqu'à quel point elle est pertinente aujourd'hui. Nous continuons de poursuivre les objectifs prioritaires que nous avons identifiés à cette époque : l'abolition des armes nucléaires, la réduction de l'écart de pauvreté, le renforcement de l'Organisation des Nations Unies et d'institutions internationales telles que la Cour internationale de justice, ainsi que la mise sur pied d'une Cour criminelle internationale.

En outre, il nous faut maintenant affronter notre peur des actes terroristes anonymes ainsi qu'un durcissement marqué de la politique étrangère américaine, qui sera imité par le Canada et par plusieurs autres pays. Alors, plutôt que d'évoluer vers l'abolition des armes nucléaires, il est probable que nous serons témoins de la prolifération des armes nucléaires miniaturisées et géantes. Au lieu de contrôler les dépenses en armement et le commerce des armes, nous pourrions assister à leur expansion. Car si les É.-U. peuvent instantanément ajouter quarante milliards de dollars à leur budget de défense, les autres pays peuvent en faire autant, quoique dans des montants proportionnels.

Plutôt qu'une atténuation des lois relatives à la sécurité nationale dans des pays aussi divers que le Canada et Singapour, ou la Grande-Bretagne et l'Indonésie, il est probable que nous verrons un resserrement de ces lois, une surveillance accrue, de moins grandes possibilités d'exprimer les différences d'opinions, une diminution de la liberté de la presse et un plus grand nombre de gens détenus et emprisonnés.

Alors, que devrions-nous faire? Et que pouvons-nous faire? Je n'ai, bien sûr, aucune réponse magique à ces questions.

Nous sommes désormais vulnérables, exposés, laissés à nos propres moyens. Nous sommes également divisés, disposant apparemment de peu de ressources et dépourvus d'un accès direct aux échelons du pouvoir. Nous savons que nous devons remplacer la croyance dominante « œil pour œil, dent pour dent » par « ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse à toi-même ». Car nous savons fort bien que le monde ne survivra pas longtemps s'il cède au principe de la vengeance. L'Irlande du Nord nous a appris cette leçon, ainsi que le Rwanda et le Moyen-Orient.

Le Groupe des 78, en dépit de ses antécédents plutôt imprécis et désinvoltes et d'un certain durcissement des artères, peut-il jouer un rôle dans ce défi? Je pense que oui. Nous pouvons commencer par réaffirmer notre adhérence aux documents qui donnent une orientation à notre mandat (la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le document final de la Session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement), et, en plus de les appuyer, nous devons chercher à les inclure dans les débats politiques au Parlement, utilisant ces critères moraux pour mesurer et défier la législation et les budgets des deux côtés de la frontière autrefois laissée sans défense.

Le besoin est plus grand maintenant qu'il y a vingt ans que les organismes et individus canadiens parlent, écrivent et s'organisent pour réaliser ces objectifs, en ajoutant les droits de la personne et un environnement sain aux priorités existantes et en démontrant jusqu'à quel point elles sont interdépendantes.

Tandis que nous y sommes, si nous croyons que ce Groupe a quelque chose d'important à offrir, alors il vaudrait mieux que nous élargissions sa banque de membres, comme nous avons essayé de le faire à maintes reprises, pour nous assurer que certains des écarts puissent être comblés : un plus grand nombre de francophones, de jeunes, de participants des provinces de l'Ouest et de l'Atlantique.

Je céderai le dernier mot à la personne avec qui j'ai commencé cette allocution : King Gordon. Dans l'introduction de sa publication de 1986, *Canada and Common Security: the Assertion of Sanity*, il écrivait : « Si ce livre diffuse un message d'espoir dans un monde dangereux, c'est parce qu'il s'appuie sur l'engagement et les convictions, non seulement de ses auteurs, mais également d'un groupe beaucoup plus vaste de gens de plusieurs pays qui voient les signes d'une nouvelle sensibilisation au fait que l'humanité est en voie de devenir une seule communauté. »

DEUXIÈME PANEL - ÉQUITÉ AU PLAN ÉCONOMIQUE

RICHARD HARMSTON

J'aimerais effectuer une brève triangulation sur le thème de l'égalité économique, une comparaison entre le passé et le présent dans le but d'examiner les changements et de déterminer les progrès qui ont été réalisés. Il y a vingt ans, la déclaration originale du Groupe stipulait que le défi consistait à « mobiliser les ressources du monde entier afin d'instituer un ordre international et de mettre un terme à la misère extrême dont souffre la majorité des habitants des pays du Tiers monde ».

Nous parlions des « activités multilatérales » en vue de la coopération pour le développement, et de « l'autosuffisance des pays en développement dans le contexte d'une communauté internationale solidaire ». Bref, nous affirmions que l'objectif était « d'établir une économie mondiale plus équitable ».

Rappelez-vous que ce qui avait mené à ces propos était le débat et la négociation en vue d'un nouvel ordre économique mondial, tenus dans le cadre des sessions extraordinaires

des Nations Unies, de la CNUCED et, à un degré moindre, du GATT. Nous essayions de voir au-delà des questions d'aide. Le débat abordait la production de biens des pays du Sud et la manière dont on pourrait leur faire une place plus avantageuse sur le marché international.

Une idée, très populaire à la fin des années 1970, consistait à établir un fonds commun pour aplanir les fluctuations inévitables des prix des marchandises. En fait, il s'agissait là, à la manière de Don Quichotte, d'une méthode de gestion globale du marché. N'oublions pas que ceci se passait avant les années Ronald Reagan. Pourtant, le Canada, à l'instar de la plupart des pays industrialisés, faisait peu pour réduire les tarifs et les autres entraves au commerce international qui limitaient l'accès des marchandises des pays du Sud à nos marchés.

C'était également une période où la communauté internationale menait la première série de conférences thématiques sectorielles - sur l'environnement, les femmes et le développement, l'eau, les aliments et la désertification, entre autres - qui identifiaient un programme mondial de priorités et d'objectifs Nord-Sud devant être réalisés en vue d'améliorer les conditions du développement dans le Sud.

Cependant, l'évolution du programme d'aide du Canada ne se faisait pas au rythme où plusieurs personnes, y compris les membres d'origine du Groupe, croyaient qu'elle aurait dû se faire. Son évolution était lente et ponctuée par divers objectifs contradictoires, avec un fort accent mis sur l'infrastructure économique dans sa programmation bilatérale. La collectivité non gouvernementale du développement préconisait que l'ACDI mette davantage l'accent sur la pauvreté, que l'on équilibre les initiatives du secteur social avec celles de la sphère économique, que l'on accorde une attention aux rapports entre les sexes, qu'un lien soit établi entre l'aide et les droits de la personne, qu'on procède à une réduction (ou même à l'élimination) de l'aide alimentaire, en faveur d'une assistance accrue à la production agricole locale. Cependant, les dirigeants politiques du pays ne prenaient pas les questions Nord-Sud au sérieux.

Nous faisons un bond de vingt ans en avant pour faire le point sur les changements - et les défis - tels que nous les percevons aujourd'hui.

Dans l'ensemble, le contexte est radicalement différent. La guerre froide n'est plus à l'arrière-plan des questions de développement et le marché est suprême, mettant l'accent sur le « libre échange », une motivation typiquement occidentale. L'heure est à la mondialisation. À bien des égards, les gouvernements se sont éloignés de l'idée de la gestion collective de l'économie, dans la mesure où ils y ont déjà songé. La CNUCED est pratiquement inconnue, en particulier comme un centre de débats entre le Nord et le Sud, et le GATT s'est fondu dans l'Organisation mondiale du commerce, avec son déséquilibre au plan de la puissance politique.

Dans le domaine de l'aide, une bonne part de ce qui avait été préconisé en périphérie a maintenant été adopté. Le secteur social est devenu la nouvelle pièce maîtresse des programmes de l'ACDI. L'ACDI a fait figure de pionnière dans le domaine de l'égalité

des sexes; les droits de la personne, la démocratie et la gestion publique sont maintenant des éléments courants de la théorie et de la pratique en matière de développement; la participation et la mise en valeur du potentiel sont prises pour acquis en tant que principes essentiels dans la plupart des programmes.

Bref, l'expérience cumulée par la collectivité non gouvernementale, combinée à ses revendications, en plus de l'expérience acquise par l'ACDI par essais et erreurs, se sont révélées fructueuses avec le temps. C'est là un point dont il nous faudra nous rappeler à l'avenir, à mesure que nous continuerons de réclamer des changements d'orientation.

Un autre facteur a accéléré ce processus de changement, un facteur peu favorable : le volume de l'aide a diminué jusqu'à des niveaux embarrassants. L'APD a été coupée de plus de quarante pour cent pendant les années 1990, et nous nous trouvons maintenant aux rangs inférieurs de la liste de l'OCDE, par rapport à l'époque relativement grisante où nous étions situés aux limites des cinq premiers rangs.

Mis à part le côté humiliant d'une telle situation, ceci signifie que le Canada n'est pas un intervenant sérieux dans l'arène de la coopération au développement. Nous ne contribuons pas l'innovation pour laquelle le Canada était autrefois connue, et nous n'avons pas l'impact financier pour nous distinguer dans les milieux de la coopération au développement. Il est triste de devoir admettre que, sur ce plan, nous sommes à la dérive et désorientés.

Il faut cependant reconnaître que les dirigeants de l'ACDI s'efforcent d'affronter cette situation. L'Agence a élaboré un document de travail aux fins de consultation par l'ensemble de la collectivité, document qui argumente - avec raison - en faveur de la propriété locale (« le Sud devrait diriger »), de la cohérence des politiques canadiennes à l'égard des pays touchés par la pauvreté, et d'un plus grand déliement de l'aide. Il le fait, cependant, au détriment d'une attention particulière accordée à l'élimination de la pauvreté en tant que seul objet du programme, d'une participation véritable à la société civile, et au risque élevé d'une intervention monoculturelle par pays, de concert avec la Banque mondiale et d'autres donateurs. En fait, il prend position contre l'appui à une « biodiversité » d'expérimentation et d'innovation, d'où l'apprentissage du développement est traditionnellement issu. Jetez un coup d'œil sur les changements des vingt dernières années et sur la manière dont cette expérience a été acquise. Et il ne parle pas de la question critique du volume de l'aide.

Un autre domaine important qui n'est pas abordé est l'engagement du public. En 1995, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, André Ouellette, éliminait le programme de soutien de l'ACDI aux ONG et à d'autres pour l'éducation au développement. Bien que les ONG devraient poursuivre d'elles-mêmes leurs initiatives de sensibilisation du public, on pourrait faire beaucoup plus pour éclairer le public et obtenir son engagement si cela pouvait être réalisé en collaboration avec le gouvernement et dans le cadre d'un soutien important de la part de celui-ci.

La collectivité non gouvernementale du développement a fortement défendu le bien-fondé de ces points, et le combat a été de plus en plus acharné. Ici encore, il n'y a pas de leadership politique vigoureux, en particulier à l'échelon le plus élevé, soit celui du premier ministre. À part quelques marques d'intérêt sans lendemain, il a donné l'impression pendant ses trois mandats que l'APD est marginale ou non pertinente.

A-t-on réalisé des progrès sur une vaste échelle, sans égard au rôle et à la contribution du Canada?

Le résultat essentiel est un revirement du titre de cette séance, qui devient l'économique par opposition à l'équité. La richesse a considérablement augmenté dans le monde. Les flux financiers vers le Sud se sont accrus, grâce aux investissements du secteur privé. La croissance s'est réalisée, dans certains cas, d'une manière très impressionnante, notamment en Asie de l'Est, dans des recoins d'Asie du Sud et dans certaines parties d'Amérique latine.

Cependant, il y a eu peu de progrès en matière d'équité : plutôt, dans certaines régions, nous avons constaté un retour en arrière. On compte encore environ un milliard et demi de personnes vivant dans la pauvreté absolue. Une bonne part de l'Afrique a connu des tragédies et un retour à des situations antérieures. De vastes régions de l'ancienne Union soviétique qui ne figuraient même pas sur la « carte du développement » sont bénéficiaires de l'aide tout en connaissant une baisse abrupte de leur niveau de vie. Le déséquilibre entre la richesse et la pauvreté devient de plus en plus évident, en particulier dans la majeure partie de l'Asie du Sud et de l'Afrique.

Cet écart, bien qu'il soit sérieux parmi les pays, pourrait éventuellement devenir encore plus sérieux au sein même des pays.

Nous avons appris des leçons utiles au cours de ces décennies - l'importance de la participation des gens à leur propre processus décisionnel; l'attention accordée aux facteurs sociaux dans la stratégie économique; l'importance de la participation des femmes en particulier; le besoin des droits de la personne; la nécessité d'envisager à long terme et de déterminer nos interventions. Mais en tant que communauté mondiale, nous avons fait preuve de faiblesse et d'incohérence dans l'application de ces leçons.

Nous avons établi des priorités mondiales; nous savons ce qui doit être fait. Dans le cadre de la série de conférences internationales de l'ONU dans les années 1990, associées à différentes villes telles que Beijing, Le Caire, Vienne, Copenhague et Rio, nous avons établi les priorités, les objectifs et les plans d'action pour toute une gamme de questions : les femmes, la population, les droits de la personne, le développement social, l'environnement. Nous connaissons les tâches à accomplir, nous avons établi les cibles, mais, en tant que communauté mondiale, nous ne nous mobilisons pas pour les réaliser.

Voilà la triste réalité de la coopération au développement aujourd'hui. Bien que certains éléments des relations que le Canada entretient avec les pays en développement se soient

améliorés aux plans de l'économie et du développement, tout porte à croire que nous en sommes revenus à notre position d'il y a vingt ans.

En conclusion, je suggère quelques points dont le programme du Groupe pourrait faire valoir le bien-fondé en matière de développement :

- La question du volume de l'aide est encore importante.
- L'élimination de la pauvreté devrait constituer le point dominant et le facteur déterminant de notre APD, autant pour ses propres fins que dans le but de se pencher sur l'une des principales causes sous-jacentes d'instabilité et d'insécurité, qui, autrement, devra être abordée plus tard à un coût encore plus élevé.
- En ce qui a trait aux pays les plus pauvres, les politiques et instruments autres que ceux destinés à l'aide devraient être harmonisés à cette fin.

GERRY BARR

Sur presque tous les événements auxquels participent les gens du monde entier, ces temps-ci, plane le spectre affreux des attentats terroristes catastrophiques de New York et de Washington. Maintenant, il y a en outre l'appréhension de plus en plus grande d'une possibilité d'intervention militaire - et ses conséquences inévitables sur les réfugiés - en Afghanistan.

Nous en avons encore tous le vertige. D'une manière comme d'une autre, c'est une situation obscène et déchirante.

Je pense que ces événements identifient, avec une soudaineté terrible, les choses que nous devons nous apporter mutuellement en matière de solidarité humaine, et soulignent jusqu'à quel point notre réalité est devenue fondamentalement mondiale. Ceux d'entre nous qui faisons partie des pays industrialisés du Nord et dont l'économie dépendait des systèmes mondiaux de production et de bénéfices, sommes désormais - certainement et graphiquement - *également exposés* aux conflits mondiaux. Les pays du Sud ont, bien entendu, connu leur part de ces mêmes conflits, mais, à ce jour, ils ont récolté très peu des avantages disponibles dans la communauté mondiale.

Jusqu'à un certain point, ces événements démontrent, avec une urgence toute nouvelle, le besoin de mettre largement l'accent sur la coopération internationale, de redoubler d'efforts dans le domaine des biens publics mondiaux (que l'on devrait peut-être renommer impératifs publics mondiaux) : la stabilité régionale et la consolidation de la paix, les nombreuses crises vécues par les personnes relogées et démunies dans le monde, les droits de la personne et la primauté de la loi au plan international - tout ceci et davantage.

Mais il existe une autre vérité tout aussi évidente, qui est que la coordination internationale relative aux mesures de sécurité adoptées partout dans le monde, aussi

vaste soit-elle, ne portera pas fruit tant que les sources de conflit continueront d'être actives, que la voix des personnes reléguées ne sera pas entendue ou que ceux et celles qui réclament justice et cherchent à se prévaloir des possibilités verront leurs griefs mis de côté.

Je pense que la plupart des gens seraient d'accord pour dire que la répartition inéquitable de la richesse et des possibilités - au sein des pays et entre eux, et, bien sûr, entre les pays du Nord et ceux du Sud - a quelque chose à voir avec les vastes conflits auxquels nous sommes présentement confrontés sur la planète. Si elle ne les occasionne pas, elle contribue sûrement à en préparer la voie.

En fait, les pays du Sud n'ont connu de bons résultats ni avec la libéralisation des échanges, ni avec la série de régimes d'échanges multilatéraux visant à la consolider. Par exemple :

- Malgré la rapidité de la mondialisation, les pays les moins développés et les plus pauvres, qui représentent vingt pour cent de la population mondiale, ont vu leur part du commerce international *diminuer* de 0,6 pour cent (en 1980) à 0,3 pour cent à ce jour.
- En Afrique du Sud du Sahara, vingt-huit pays se sont appauvris entre 1980 et 1996 - une période de libéralisation sans précédent pour l'économie mondiale.
- Entre-temps, en Amérique latine, l'écart entre les riches et les pauvres s'est accru entre 1990 et 1997, parallèlement à l'accroissement des échanges et des investissements.

Il y a un argument public fondamental - argument que les parlementaires sont portés à utiliser - pour défendre l'expansion de la mondialisation économique et du libre-échange. En vertu de cet argument, les méthodes de négociation libéralisées que l'on utilise dans le cadre de ces accords multilatéraux :

- génèrent des échanges et des investissements accrus;
- par conséquent, l'accroissement des échanges et des investissements se traduit par une croissance économique;
- et une croissance économique occasionne un niveau de vie plus élevé et une réduction de la pauvreté.

Qui donc pourrait s'opposer à cela?

Malheureusement, l'argument ne tient pas - en fait, il comporte plusieurs failles. Danny Roderick, un économiste de Harvard, affirmait dans un document rédigé en 1999 qu'il n'y a aucune base empirique pour soutenir l'argument voulant que la libéralisation génère soit une croissance accrue, soit une réduction des niveaux de pauvreté. (Ce qui est nécessaire pour la croissance dans le monde en développement, dit-il, est avant tout un

investissement intérieur pour relancer la croissance, ainsi que des mécanismes de résolution des conflits. À elle seule, une économie ouverte ne suffira pas.)

Il y a deux ans, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture menait une étude portant sur quatorze pays en développement touchés par l'Accord sur l'agriculture. L'étude a démontré que les importations avaient augmenté, que les exportations étaient demeurées les mêmes, que les petits producteurs agricoles avaient été marginalisés et que la sécurité alimentaire avait été menacée pendant la période qui a suivi l'accord.

L'exemple de l'Amérique latine a déjà été mentionné, où, entre 1990 et 1997, l'économie avait connu une croissance, mais où *l'écart économique* s'était également accru pendant la même période. Prenons l'exemple du Mexique, où, alors que le pays se préparait à l'avènement de l'ALENA en 1994, on a connu une augmentation du taux de pauvreté de cinquante à soixante-six pour cent - augmentation qui s'est poursuivie au cours des années 1990 - alors que, dans la même période, on connaissait une croissance économique.

Il y a manifestement quelque chose qui ne va pas dans une telle situation.

Alors, la conclusion générale à laquelle en sont arrivées bon nombre d'ONG est que, lorsque les accords commerciaux sont élaborés sans tenir compte de leurs répercussions sociales, les gens (et souvent l'économie du monde en développement) sont touchés défavorablement par ces accords. L'écart économique ne sera pas réduit : au contraire, il s'accroîtra.

Pourquoi, pourrions-nous tous nous demander, s'applique-t-on tant, dans un monde tellement asymétrique (en ce qui a trait aux stades du développement et aux besoins), à adopter officiellement une méthode uniformisée de développement de l'économie mondiale? Manifestement, l'uniformité ne convient pas à tous - et dans un monde où la majorité des économies nationales sont celles des pays en développement, on pourrait penser que les accords multilatéraux tiendraient compte des réalités des pays en développement.

Ceci se produirait si la solidarité humaine et le développement avaient des incidences sur les priorités commerciales. Mais nous vivons dans un monde qui est davantage porté à spéculer sur les risques d'écart économiques réguliers, intensifs et à long terme. « L'exceptionnalisme » - lorsque vous le trouvez dans l'application de ces accords commerciaux - fait surface dans les économies vigoureuses du Nord plutôt que dans le Sud. Par exemple, il existe dans les crêtes tarifaires et dans le protectionnisme.

La CNUCED calcule (*Rapport sur le commerce et le développement, 1999*) que les pays en développement sont privés de sept cent milliards de dollars en exportations annuelles à cause des obstacles tarifaires dans le Nord - un montant quatre fois plus important que le flux total des IED dans les pays du Sud et qui représente environ quatorze fois le taux de toute l'aide publique au développement (cinquante-six milliards de dollars).

Les pays du Sud ont proposé à l'OMC un scénario en vertu duquel on adopterait des mesures qui tiendraient compte de la réalité des pays en développement. Les pays en développement ont proposé :

- des modifications à l'Accord sur l'agriculture qui leur permettraient de *défendre les moyens d'existence en milieu rural* et de promouvoir la sécurité alimentaire (probablement au moyen de mesures tarifaires);
- l'exonération des mesures concernant les investissements liés au commerce (MIC), de manière à ce que l'on puisse promouvoir les entreprises locales et établir des liens entre les entreprises et l'économie locale (probablement au moyen de critères de performance);
- des modifications à l'ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) qui tiendraient compte des préoccupations sociales et environnementales et qui prévendraient le biopiratage et l'appropriation des connaissances traditionnelles par le Nord.

Si les discussions de l'OMC réexaminent et corrigent les nombreux éléments dysfonctionnels des accords courants et manifestent un intérêt dans la prise en compte des circonstances des pays en développement, cela marquera un important pas en avant. Les nombreuses angoisses des pays du Sud et sur lesquelles on ne s'est pas penché ne *produisent* pas la catastrophe humaine dévastatrice du *World Trade Center*, pas plus que le désastre à New York n'a été le choix de ceux et celles qui sont démunis dans le monde.

TROISIÈME PANEL - ENVIRONNEMENT

CHARLES CACCIA, député

Le sujet des « défis environnementaux courants en matière de politique intérieure et étrangère » s'étend du changement climatique aux espèces en danger de disparition, aux questions hydriques, à la prévention de la pollution, aux relations transfrontalières, à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à la question des POP (polluants organiques persistants), au principe de prudence, et ainsi de suite. Dans chaque cas, lorsque ces questions sont abordées et discutées, certaines tensions se manifestent. L'une d'entre elles a trait à l'intérêt personnel par rapport à l'intérêt public. Dans chaque cas, il nous faut tenir compte du programme politique à court terme par opposition au programme politique à long terme; et dans presque tous les cas, le Canada et d'autres pays doivent composer avec la réticence de certains pays importants - et il arrive même que le Canada se trouve parmi les pays réticents et récalcitrants.

Par le passé, il y a eu des réussites, ou des réussites partielles, telles que la convention pour la protection de la couche d'ozone, la convention sur les polluants organiques, la formule sur les pluies acides. Il faut dire que, lorsqu'on l'a mis en demeure de le faire et qu'on lui a imposé un calendrier précis de réductions, assorti de pourcentages, le secteur industriel a coopéré, en particulier dans le contrôle du processus, et ce, même lorsqu'il a affaire à une tendance socialiste qui est très inhabituelle pour ceux qui penchent vers le

capitalisme. La plupart du temps, sinon toujours, ce sont les organismes de défense des consommateurs et les ONG qui ont été au premier plan de ces initiatives.

Autant que je sache, et mon expérience est restreinte, l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle positif. Par exemple, [elle l'a fait] en rendant entièrement public le débat sur le rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, pour ensuite - malheureusement - reléguer la mise en œuvre de « notre avenir à tous » à un obscur comité des Nations Unies sur le développement durable, qui n'a pas réalisé grand chose. En même temps, il faut reconnaître le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le lancement de la Conférence de Stockholm et de la Conférence de Rio, puis de Rio+5 - et maintenant nous espérons organiser Rio+10. Il faut admettre qu'il y a des limites à ce qu'on peut espérer d'un organisme d'une telle ampleur, parce que, en fin de compte, la mise en œuvre de la politique environnementale revient aux pays individuels et à leurs gouvernements respectifs.

Le changement climatique est une question extrêmement détaillée, extrêmement vaste, et qui est dotée d'une bonne part d'inertie. C'est un peu comme tenter, au beau milieu de l'océan, de faire effectuer une volte-face à un énorme navire-citerne dont la force d'impulsion s'est accumulée au fil des décennies, et que, soudainement, la collectivité humaine décide qu'il est temps de lui faire changer de cap - et la volte-face de cette masse énorme est extrêmement difficile et extrêmement lente. Essentiellement, c'est une question d'énergie qui, en partie, est reliée à la manière dont nous nous organiserons pour passer de l'utilisation de sources d'énergie non renouvelables à des sources d'énergie renouvelables. C'est là le cœur de la question; et les sociétés pétrolières internationales n'ont pas démontré un leadership impressionnant à ce plan, à l'exception de Shell et, jusqu'à un certain point, de Suncor, au Canada, dans le remaniement de leur façon d'agir en tant que sociétés gestionnaires d'énergie. Les pressions qui sont présentement exercées sur les gouvernements, en particulier sur le gouvernement canadien, ont été alarmistes parce que nous sommes, en partie, un pays en développement, et, en partie aussi, un pays développé.

Il est dommage que, dans ce débat sur le changement climatique, si peu de choses aient été dites publiquement et autrement sur les avantages que l'on peut tirer de l'efficacité énergétique, de la conservation de l'énergie, d'une meilleure gestion de la demande plutôt que d'une augmentation de l'offre (comme nous avons tendance à le faire), et aussi d'une prolongation de nos réserves naturelles.

Comme vous le savez tous, l'Agence internationale de l'énergie à Paris a donné une indication à l'effet que, dans le cas du pétrole, les réserves dureront quelque soixante-dix à quatre-vingt-dix ans. La quantité de temps consacré à la position des É.-U. est déplorable, et ceci a eu un effet très négatif à la dernière réunion de Bonn. Je ne suis pas d'accord avec l'opinion que le reste du monde ne peut aller de l'avant sans les Américains. Je suis persuadé que, si la communauté internationale devait agir sans les Américains, ceux-ci (parce que c'est parfois dans la nature de leur diplomatie et dans la nature de leur comportement pour certaines questions environnementales) se joindraient à la majorité,

pour ensuite appliquer toutes les ressources, l'enthousiasme et le savoir-faire technique dont ils disposent.

Je dis cela parce que je me rappelle de l'expérience que nous avons vécue dans le cas des pluies acides, lorsque, dans les années 1980, certains pays d'Europe et le Canada ont formé un club et ont fixé un objectif de trente pour cent de réduction des émissions de SO₂ (pluies acides), alors que les Américains se contentaient de jouer un rôle d'observateurs. Cependant, six ans plus tard, ils lançaient leur propre programme et se sont très bien rattrapés, réalisant des réductions aussi fructueuses que celles des autres pays. Par conséquent, il ne faut pas s'inquiéter outre mesure de ne pouvoir rien faire au sujet du changement climatique parce que les Américains ne collaborent pas avec nous.

La question du changement climatique est probablement le plus complexe et le plus difficile des problèmes environnementaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Le coût de l'inaction est très difficile à évaluer, alors que le coût de l'intervention est facile à estimer. Bien entendu, ceci donne à certains politiciens des raisons de ne pas agir; ou de trouver des excuses pour ne pas réduire les émissions; ou de chercher des crédits qui nous donneraient, au moins sur papier, certaines réductions des émissions de gaz à effet de serre qui ne se produisent pas en réalité mais qui peuvent être calculées dans le cadre de la cabale mondiale qui a été élaborée ces dernières années autour de cette question.

D^R JOHN LAST

Je pense que je ne suis peut-être pas habillé pour l'occasion. Je devrais porter une vieille cape élimée, des sandales et un long foulard, et avoir une barbe qui descend jusque là pour mieux correspondre à l'image d'un prophète de l'Ancien Testament. Je ne veux pas être prophète de malheur, mais je tiens à souligner que nous sommes présentement confrontés à un ensemble de forces très sérieuses que l'on peut toutes considérer en bloc sous la rubrique des changements à l'échelle du globe.

Le changement climatique est le plus sérieux et le plus important, à court terme tout au moins, mais si on évoque les cent dernières années, il est facile de voir jusqu'à quel point cette magnifique planète où nous vivons a changé. Son halo atmosphérique a changé avec l'épuisement grave de certaines de ses ressources, notamment l'eau douce, et avec la disparition des espèces. L'extinction des espèces se produit à un rythme que l'on n'a pas connu depuis soixante-cinq millions d'années. Les données démographiques ont également changé au cours des cent dernières années. La population a quadruplé, et une quantité énorme de gens - au moins cinq cent millions - sont passés d'un pays à un autre. Ce déplacement a été accompagné par une violence sans précédent : cent millions de morts et quatre cent millions de personnes estropiées au cours des cent dernières années.

Les conditions économiques ont changé avec l'avènement de l'industrialisation et de la mondialisation et avec l'élargissement de l'écart entre les riches et les pauvres. Et les tendances et facteurs politiques ont changé. La culture a également changé. Les communications se sont accrues de façons qui auraient été inimaginables il y a à peine

cinquante ans. Nous sommes vraiment devenus un village mondial, de sorte que toute la planète est presque instantanément témoin de tout ce qui se passe.

Cependant, je veux surtout me pencher sur une toute petite partie du patrimoine naturel international, c'est-à-dire ces endroits qui appartiennent à tous et à personne. Plus particulièrement, je veux parler de l'atmosphère. Mais il est bon de mentionner d'autres parties du patrimoine naturel international - les océans, les terres qui peuvent être cultivées, l'eau naturelle qui tombe du ciel sous forme de pluie, les réserves de richesses biologiques - toutes ces choses qui, jusqu'à un certain point, commencent à être du ressort de la gestion publique internationale de façons qui, encore une fois, auraient été inimaginables il y a cinquante ou même vingt-cinq ans. Peut-être le Groupe dont vous faites partie est-il l'un de ceux qui peuvent contribuer au discours intellectuel sur les concepts d'accroissement de la gestion publique mondiale en ce qui a trait aux facteurs physiques et biologiques profondément importants et vitaux qui affectent notre planète et nos océans. Malheureusement, ce patrimoine naturel international est en grande partie entre les mains de sociétés transnationales ou de gouvernements individuels qui n'agissent pas toujours d'une manière responsable.

Je me contenterai d'aborder en surface quelques questions fondamentales. Permettez-moi de vous résumer les constatations du troisième rapport d'évaluation quinquennal du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) datant de février 2001 :

Au cours des quarante dernières années, les températures ont augmenté dans les huit kilomètres inférieurs de l'atmosphère; l'enneigement et la couche de glace ont diminué, un processus qui va en s'accéléralant. Dans quarante ans, toute la couche de glace des hautes terres d'Afrique de l'Est aura disparu. Ceci a des incidences énormes sur le débit fluvial. Certains aspects du climat ont changé d'autres façons. Les précipitations, la couverture nuageuse, les extrêmes de température et ainsi de suite. Il est de plus en plus évident que la plus grande part du réchauffement que l'on observe depuis les cinquante dernières années est directement imputable à l'activité humaine. (Pendant un certain temps, on a cru qu'il pourrait être occasionné par les éruptions solaires ou par la position de la terre sur son axe autour du soleil, mais cette hypothèse a maintenant été rejetée, et il ne fait plus aucun doute que le réchauffement du globe est réel et qu'il découle en grande partie, sinon en totalité, de l'activité humaine.) Et l'activité humaine responsable du réchauffement de la planète se poursuivra au moins tout au long du XXI^e siècle, et peut-être même plus longtemps.

Ceci a plusieurs conséquences physiques primaires. Par exemple, à mesure que les masses liquides se réchauffent, leur volume augmente; en outre, la fonte de la calotte polaire et des glaciers alpins ajoute au volume des liquides dans les océans, contribuant ainsi à l'élévation du niveau des mers. Si une partie importante de la nappe glaciaire de l'Arctique ou du Groenland devait se détacher, le niveau des mers pourrait s'élever soudainement et brusquement de plusieurs mètres. Il s'agit là d'un scénario alarmiste. Les scénarios modérés font état d'une augmentation des températures du globe d'environ trois degrés Celsius d'ici 2100. Ceci ne semble pas excessif, mais il s'agit en fait d'une

augmentation énorme dans une période plus courte qu'à n'importe quel autre moment des cent quarante mille dernières années. Et l'on prévoit que, à l'échelle mondiale, le niveau moyen de la mer augmentera de trente-neuf à quatre-vingt huit centimètres, ce qui ne peut faire autrement que d'avoir des répercussions. Si vous avez des biens immobiliers en Floride, vendez-les maintenant et achetez au Colorado!

Je vais essayer de résumer brièvement les incidences de ces changements.

L'augmentation prévue dans les températures se traduira par un climat plus chaud et pluvieux, puisque les grandes surfaces liquides comme les océans s'évaporent lorsqu'elles se réchauffent et rendent l'atmosphère plus humide, accroissant ainsi les précipitations. Ceci signifie des extrêmes de chaleur et de froid plus marqués - il semble que nous connaissions déjà des variations plus marquées dans les températures, qui se traduisent par des étés plus chauds et par des hivers plus froids et ponctués de précipitations plus abondantes. Et, à l'échelle mondiale au cours des vingt-cinq dernières années, il y a eu une forte augmentation de la fréquence et de la rigueur des manifestations météorologiques violentes - vagues de chaleur, sécheresses, inondations, ouragans, et ainsi de suite.

J'aimerais résumer brièvement les incidences en matière de santé. D'abord et avant tout, les répercussions directes d'un climat plus chaud sont les décès associés aux vagues de chaleur, décès qui commencent à se produire. Un exemple frappant de ceci s'est produit en 1995 à Chicago, alors que quelque huit cent personnes, pour la plupart âgées, frêles et vivant seules, sont mortes des suites d'un coup de chaleur. Cela ne s'est pas produit lors de l'importante vague de chaleur qui a suivi, en juin 1999, dans la même ville. Cette fois-là, les autorités locales en matière de santé étaient prêtes et avaient déplacé les personnes frêles et âgées dans des mails et centres d'achats climatisés et dans d'autres endroits semblables - et il n'y a eu aucun décès.

Les inondations. Pas une semaine ne passe, semble-t-il, sans que la télévision nous annonce des inondations dans une partie ou l'autre de la planète. Évidemment, ces inondations sont aggravées par la déforestation qui se produit à un rythme prodigieux dans des parties du monde qui ne sont tout simplement pas destinées à ce que les flancs des montagnes soient dépourvus de toute végétation. Ceci s'est produit dans des régions d'Amérique centrale et a occasionné, en 1998 lorsque l'ouragan Mitch a sévi dans cette partie du monde, la perte de quatorze mille personnes, mortes noyées dans la boue. Lorsqu'il se produit des urgences météorologiques graves comme une inondation ou un ouragan, de vastes quantités de gens sont chassés de leur domicile, ce qui, en soi, constitue une situation d'urgence en matière de santé publique. Les réseaux d'égout ne fonctionnent plus; des carcasses d'animaux flottent sur l'eau, de sorte qu'il est impossible de boire l'eau et que celle-ci est parfois contaminée par des produits chimiques toxiques issus des lieux d'enfouissement inondés. Les cultures sont interrompues, mettant ainsi en danger les ressources vivrières et aggravant la question de la sécurité alimentaire.

Il y a également des répercussions épidémiologiques. Par exemple, le moustique asiatique (*aedes albopictus*) a été importé aux Amériques dans des cargaisons de pneus usagés en provenance des Philippines. Les larves de ce moustique, situées dans des flaques d'eau à

l'intérieur de ces pneus, se sont trouvées dans un milieu écologique qui leur était très favorable en Louisiane et au Texas et se sont répandues jusqu'à la côte Est. C'est un moustique malfaisant : il ne cause pas la malaria, mais il est à l'origine de plusieurs maladies virales pernicieuses telles que l'encéphalite et la dengue.

Un autre exemple intéressant de rapprochement est l'épidémie de choléra qui a sévi dans les ports de mer du Pacifique Nord en Amérique du Sud au début des années 1990. Cette épidémie avait trouvé son origine dans les navires commerçants de la Baie du Bengale qui transportaient le germe du choléra dans l'eau de ballast ou de cale, tout au moins dans la mer au large de la côte méridionale du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie, au moment même où une variation El Nino réchauffait cette mer littorale. Ceci avait modifié l'équilibre des micro-organismes, la structure fondamentale de la chaîne alimentaire de la mer, en faveur de petites espèces animales, le zooplancton, qui, incidemment, manifeste des affinités avec l'organisme du choléra. Par conséquent, il y a eu une épidémie de choléra qui a touché quelque cinq cent mille personnes, dont environ cinquante mille sont mortes.

Pour nous au Canada, certains points particuliers sont plus importants en raison de notre situation géographique et de notre climat. Nous pouvons nous attendre, comme cela s'est produit cet été, à des chaleurs extrêmes dans le sud et le centre du Canada, et cette tendance au réchauffement se poursuivra. Dans les zones urbaines, elle est associée à un phénomène appelé « effet de l'îlot de chaleur »; cette chaleur est renfermée à court terme dans un dôme couvrant certaines régions, et, dans plusieurs cas, elle est combinée au smog produit par la combustion d'essence de l'énorme quantité d'automobiles qui circulent sur nos routes. Cette combinaison peut s'avérer mortelle.

La diminution de l'ozone stratosphérique est également associée indirectement au changement climatique. Cette diminution de l'ozone stratosphérique est occasionnée par l'infiltration de gaz dans les couches supérieures de l'atmosphère. Environ douze à vingt-deux kilomètres au dessus de la surface de la terre se trouve cette délicate couche d'ozone qui protège la surface de la terre de l'exposition au rayonnement ultraviolet qui, en quantité excessive, peut s'avérer mortelle, et qui, en quantités modérées, peut occasionner toutes sortes de problèmes, en particulier pour les petits organismes comme les microspores. Chez les grands mammifères, elle cause le cancer de la peau. Aussi, une exposition plus excessive à ce rayonnement ultraviolet perturbe les mécanismes immunitaires. Une bonne part de notre capacité de résister à la maladie provient de certaines cellules situées dans les couches les plus profondes de notre épiderme et qui contribuent à l'immunité. Ces cellules sont endommagées si elles sont exposées à un rayonnement ultraviolet excessif.

La sécurité alimentaire est une autre question. Il y a tellement de manières différentes selon lesquelles toutes ces choses semblent s'enclencher les unes avec les autres. Alors, de quoi avons-nous besoin pour résoudre un problème de santé publique? Je suis d'avis qu'il nous faut cinq ingrédients.

En premier lieu, il nous faut reconnaître que le problème existe. En deuxième lieu, nous devons, jusqu'à un certain point, comprendre la/les cause(s) de ce problème. En troisième lieu, il nous faut être capables d'aborder cette/ces cause(s). En quatrième lieu, et c'est ici que les difficultés commencent, il nous faut comprendre que le problème est assez important pour y réagir. Enfin, et c'est là l'étape la plus difficile, il nous faut développer la volonté politique d'intervenir. C'est une chose que nous avons déjà faite à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle dans le cadre de la révolution sanitaire, en contrôlant ces problèmes épouvantables qui menaient à la mort d'environ un enfant par quatre ou cinq naissances et à une situation où environ la moitié de ceux et celles qui naissaient ne vivaient pas assez longtemps pour se reproduire. Nous avons résolu ce problème, et ces cinq conditions étaient nécessaires pour que nous puissions y arriver. Dans un autre exemple - le contrôle de l'épidémie de tabagisme qui tue chaque année des millions de personnes - les cinq ingrédients ont été appliqués, jusqu'à un certain point. Ainsi, nous avons maintenant à Ottawa des règlements qui interdisent de fumer dans des endroits publics, de sorte que le dernier de ces cinq ingrédients, la volonté politique d'intervenir, a été mis en pratique.

Il nous faut avoir recours à cinq ingrédients semblables pour nous pencher sur les problèmes de santé associés au changement climatique et aux autres changements qui se produisent à l'échelle mondiale. Ceci me ramène à mon point de départ. Quel genre de gestion publique le monde peut-il générer pour préserver le patrimoine naturel international? Que pouvons-nous faire pour empêcher que des parties du patrimoine naturel international tombent entre les mains d'intérêts privés, pour empêcher que se produisent des obscénités comme une quelconque entreprise du Texas obtenant des brevets pour des parties du corps humain ou pour des souche de riz? Il s'agit là d'un problème très sérieux, d'un problème économique, d'un problème pour la gestion publique et d'un problème pour chacun d'entre nous. Et nous devons rassembler nos énergies, protester à l'unisson et nous pencher sur ce problème, et ce, le plus tôt possible.

QUATRIÈME PANEL - LA GESTION PUBLIQUE MONDIALE

MICHAEL OLIVER

La gestion publique mondiale est le pivot de la recherche en vue d'un monde sûr. Je désire concentrer mes propos sur le maintien de la paix, mais les autres facettes de la gestion publique mondiale sont également d'une importance vitale au bien-être de la planète, y compris le remaniement des institutions internationales de l'économie, la participation de la société civile aux organismes de gestion publique mondiale, l'expansion du droit international et la protection des droits individuels de la personne. Mais, plus particulièrement depuis les horribles événements du 11 septembre, je désire examiner ici comment la gestion publique mondiale se rattache à la sécurité humaine.

Le Canada n'a jamais été tenté d'aborder la sécurité par le biais de l'une ou l'autre des deux manières de « faire cavalier seul », soit l'hégémonie ou la neutralité. Les seuls moyens sensés menaient soit à des alliances, soit à un système mondial de sécurité. La voie des alliances indiquait l'OTAN et le NORAD. L'Organisation des Nations Unies

représentait l'espoir d'un système mondial. Le Groupe des 78 était plus en faveur de la sécurité mondiale et que l'on fasse de l'ONU l'instrument pour la paix. Comme le stipulait la déclaration initiale du G78 : « Le Canada devrait clairement indiquer que, depuis le départ, il a toujours considéré l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) comme une mesure de sécurité provisoire qui ne devrait demeurer en place que jusqu'au moment où un système général de sécurité collective pourrait être mis sur pied. »

Aujourd'hui, vingt ans après la fondation du G78, il convient de se demander jusqu'à quel point nous étions justifiés de fonder nos espoirs sur l'élaboration d'un système mondial de sécurité axé sur l'ONU. C'est un choix qui a ses mauvais côtés et ses avantages.

L'impulsion visant à rendre l'ONU garante de la paix internationale a diminué peu après 1945. La guerre froide avait ramené la fonction de sécurité de l'ONU à un niveau d'importance de troisième ordre - au-dessous des décisions unilatérales des deux superpuissances et également au-dessous de celles de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

En fait, le travail important de l'ONU en matière de sécurité mondiale a vraiment commencé en 1956 avec l'élaboration de son rôle dans le maintien de la paix. Le Canada a fait grand cas de ce rôle - Lester Pearson en a fait le nôtre - mais seule une minorité audacieuse de Canadiens étaient prêts à affirmer que l'ONU était aussi importante pour la sécurité générale ou la sécurité canadienne que le NORAD ou l'OTAN.

L'histoire de la sécurité mondiale cesse de mettre l'accent sur la guerre froide en 1989 avec la chute de l'Union soviétique et les jours qui ont mené à la guerre du Golfe, à l'exception de l'épisode du Congo dans les années 1960.

Ce furent les « jours de gloire » de l'ONU, en supposant qu'il y en ait jamais eu. Dag Hammarskjöld était Secrétaire général, et Ralph Bunche, ce brillant Américain de race noire, était son sous-secrétaire. Si l'audace, la rationalité, l'imagination et le dévouement étaient suffisants pour assurer le succès, il y en avait là en abondance. Mais, bien sûr, cela n'a pas été suffisant.

La Belgique s'est retirée du Congo. Le chaos s'est installé, et les parachutistes belges sont revenus pour sauver les religieuses et les sociétés multinationales. Patrice Lumumba, le nouveau premier ministre élu, a demandé l'aide du président Eisenhower, et celui-ci s'est rappelé qu'il y avait quelque chose appelé l'ONU et a envoyé M. Lumumba à cette adresse-là.

Les premières troupes de l'ONUC (l'Organisation des Nations Unies au Congo) étaient toutes africaines. Leur mandat, ainsi que celui des troupes qui se sont jointes à elles, y compris celles du Canada, a bientôt été élargi pour inclure la prévention de la sécession de la province de Katanga, riche en minéraux, et pour s'assurer de l'indépendance politique du Congo. Il est vite devenu évident que l'ONUC s'était vu confier une tâche que Dag Hammarskjöld a décrit comme « offrir les premiers soins à un serpent à sonnettes ».

Lumumba a été assassiné, Hammarskjold est mort dans un tragique écrasement d'avion, la sécession a été maîtrisée, et de toute cette fumée est surgi Mobutu, maintenant un guerrier dans la lutte pour la liberté mondiale, ayant carte blanche pour créer un régime de pillage et d'oppression rivalisant avec celui de son prédécesseur du XIX^e siècle, le roi Léopold de Belgique.

Mais au Congo, l'ONU a eu recours à la force légitime pour soutenir un de ses gouvernements membres. C'est une intervention qui a fait que le Conseil de sécurité a momentanément agi comme les créateurs de l'ONU en 1945 s'attendaient à ce qu'il le fasse.

Dans les années qui ont suivi la fin de la guerre froide, et plus particulièrement à l'époque de Boutros Boutros-Ghali, l'ONU a tenté encore de jouer un rôle plus que tertiaire pour garantir la sécurité mondiale, et nous avons appris à parler d'efforts de conciliation, de consolidation de la paix et de maintien de la paix.

Mais la guerre du Golfe et celle qui l'a précédée, la guerre de Corée, faisaient beaucoup plus figure de guerres américaines fructueuses. Et puis avec la Somalie, ensuite le Rwanda, puis l'ancienne Yougoslavie (Croates contre Serbes), la Bosnie et Srebrenica, le Kosovo/Serbie, le Liberia, la Sierra Leone, puis encore une fois le Congo, ce que nous trouvons est une histoire lamentable.

Je ne passe pas sous silence le travail énormément important de l'ONU et de ses institutions spécialisées, qui ont grandement contribué au maintien de la paix, à la prévention des conflits, à la surveillance des cessez-le-feu, à l'atténuation des difficultés immenses relatives à l'intégration des troupes démobilisées après les conflits, à la restauration de l'infrastructure, à la reconstruction de la société civile, à l'observation des élections, au déminage. La liste est longue et honorable des quatre-vingt cinq missions de paix remontant à 1948, et la plupart ont été très utiles, certaines d'entre elles vitales.

Mais les dernières années ont vu l'ONU déplacée et reléguée à son rôle tertiaire en Bosnie, où les É.-U. ont orchestré l'accord de paix de Dayton, au Kosovo, puis en Macédoine, où l'OTAN a été l'instrument de sécurité de prédilection.

Le ton du rapport Brahimi (août 2000) ne contribue pas à nous laisser envisager un rôle plus vaste pour l'ONU en matière de sécurité dans les années à venir. Le rapport est un guide utile pour la réforme dans les organisations et dans la pratique; mais, entre les lignes, on peut lire que : « l'ONU doit retourner à son rôle tertiaire et s'assurer de mieux s'en acquitter ».

Mais peut-être l'instrument central à qui la Charte des Nations Unies a délégué la responsabilité de maintenir la paix mondiale était-il tellement mal conçu qu'il lui serait à jamais impossible de remplir son mandat. Cet instrument est le Conseil de sécurité, et sa capacité de réformer semble peu développée. Bien que l'Assemblée générale se soit progressivement métamorphosée elle-même grâce à l'admission de nouveaux membres,

les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont arrêtés par nom, et l'adhésion totale est limitée à quinze.

Certaines réformes ont été apportées, y compris :

- le Conseil de sécurité se réunit maintenant presque à tous les jours;
- les États qui contribuent des forces armées se réunissent maintenant beaucoup plus souvent avec le Conseil;
- le Conseil de sécurité tient des débats en séance publique sur des sujets choisis par les présidents par roulement du Conseil;
- depuis 1992, les chefs de gouvernement se rencontrent dans le cadre des « séances au sommet » du Conseil de sécurité;
- les déclarations orales à la presse sont maintenant la norme après les « séances de consultation » privées du Conseil de sécurité;
- le président du Conseil, qui, pendant dix mois de chaque période de quinze mois, proviendra d'un État autre que celui des cinq membres permanents, jouit maintenant d'une influence beaucoup plus grande sur l'ordre du jour;
- les présidents rédigent maintenant un rapport sur leur mandat et peuvent émettre ouvertement des critiques;
- le droit de veto est plus rarement employé.

Le rapport Brahimi reconnaît que des réformes ont été faites, félicite le Secrétaire général d'avoir publié des analyses très critiques des opérations au Rwanda et à Srebrenica, et croit que les changements qu'il recommande peuvent être réalisés si les États membres trouvent la volonté politique de soutenir l'ONU aux plans politique, financier et opérationnel.

Le Conseil de sécurité montre également des signes d'une plus grande efficacité dans la politique sur les sanctions. L'imposition de sanctions constituait une démarche inhabituelle avant les années 1990. Des sanctions ont été imposées par l'ONU contre la Rhodésie en 1966 et contre l'Afrique du Sud en 1977. Leur succès dans le cas de l'Afrique du Sud - mettant ainsi fin à l'apartheid - a sans doute contribué à un revirement important dans le déploiement fréquent des sanctions qui ont marqué les années 1990. Cela a commencé avec l'Iraq. Seulement quatre jours après avoir envahi le Koweït, des sanctions commerciales et financières détaillées ont été appliquées. Plus de dix ans plus tard, ces sanctions sont toujours en vigueur. Parce qu'elles ont été appliquées pendant une si longue période et qu'elles ont causé tant de souffrances horribles aux citoyens, en particulier les enfants, des sanctions aussi radicales sont maintenant remplacées par « des sanctions stratégiquement ciblées telles que des embargos sur les armes, des interdictions

de vols, des interdictions de voyage et le gel des actifs financiers ». La souplesse est perçue comme un élément clé : la capacité de répondre aux besoins humanitaires et aux préoccupations des États voisins et de récompenser la conformité partielle.

Permettez-moi de résumer :

- Malgré le soutien accordé à l'ONU par le gouvernement canadien, et en dépit de la nette préférence manifestée par le G78 pour que l'ONU gère la sécurité collective mondiale, la réalité actuelle est que l'ONU agit à un niveau de signification tertiaire beaucoup moins important que les décisions unilatérales des États-Unis et moins significatif que des alliances régionales telles que l'OTAN.

- Malgré ses faiblesses évidentes, le Conseil de sécurité et le Secrétariat de l'ONU ne sont pas irrémédiablement imparfaits et sont fort bien capables d'évoluer à un niveau d'importance plus élevé en matière de sécurité mondiale, un niveau s'approchant de l'objectif de la Charte.

Il est facile de montrer du doigt les États-Unis en tant que saboteur principal de l'ONU aujourd'hui. Parmi les exemples, mentionnons ceux-ci :

- Sans aucun rapport avec l'ONU, ou en vertu seulement d'une justification des plus superficielle, les É.-U. ont lâché des bombes ou lancé des missiles au cours des vingt dernières années sur la Libye, la Grenade, Panama, l'Afghanistan et le Soudan.

- Les É.-U. refusent de payer à l'ONU les fortes sommes en souffrance qu'ils lui doivent, forçant ainsi des réductions dans des opérations cruciales.

- Les É.-U. exercent leur influence pour empêcher le Conseil de sécurité d'intervenir dans des situations où les obligations de la Charte et des tragédies humanitaires imminentes sont combinées, comme au Rwanda.

Il n'est pas difficile de trouver d'autres exemples de mépris de la part du Congrès et de la présidence à l'égard de l'ONU. (Incidentement, ceci ne s'applique pas au peuple américain qui, dans sondage après sondage, accorde une valeur positive à l'ONU.)

Cependant, il est également évident que d'autres grandes puissances ne sont pas très différentes. La Russie est beaucoup plus intéressée à récupérer ses sphères d'influence qu'à s'adresser à l'ONU pour aider à éviter ou à régler des conflits. La participation de la Chine à l'ONU est, tout au plus, superficielle. Et la Grande-Bretagne accorde manifestement plus d'importance à sa relation spéciale avec les É.-U. qu'à sa loyauté à l'égard de l'Organisation des Nations Unies.

Mais je soupçonne que la clé de l'échec de l'évolution positive du rôle de l'ONU en matière de sécurité a des racines plus profondes. Car, à l'instar de leurs dirigeants, bon nombre de gens dans les États membres ont été façonnés par la culture de la guerre : ils ne peuvent vraiment pas imaginer un monde libéré du « fléau de la guerre ».

Il est certain que le langage de la guerre et que les passions de la guerre se font grandement sentir cette semaine. Après avoir assimilé les horreurs du 11 septembre, j'ai noté plusieurs commentaires, y compris les suivants :

- Le président Bush et Colin Powell sont sûrement mal avisés d'insister sur le fait que ces attaques monstrueuses sont des actes de guerre, de désigner ces attaques comme « la première guerre du XXI^e siècle » et de décrire leur riposte comme une « guerre contre le terrorisme ».

- Les pertes de vie à New York et à Washington sont dépouillées de leur caractère spécial si on les perçoit dans le contexte d'une guerre. Ces morts se joignent ainsi à celles d'Hiroshima (cent quarante mille), de Nagasaki (quatre-vingt mille) et de Tokyo (cent mille en l'espace d'une nuit d'attaques aériennes), pour lesquelles les États-Unis étaient seuls responsables, et aux quelque cinq cent quatre-vingt-dix mille civils tués en Europe par les bombes des alliés pendant la deuxième guerre mondiale (et pour lesquelles les É.-U. partagent la responsabilité avec la Grande-Bretagne et le Canada), y compris ceux qui ont été immolés dans les tempêtes de feu à Hambourg (quarante mille) et Dresde (trente mille). Le fait d'inclure les attaques du 11 septembre dans la catégorie de la « guerre » - et de préparer une réponse qui est perçue comme une riposte à une acte de guerre - soustrait cet incident horrible de la catégorie des « crimes », à laquelle je suggère qu'elle appartient.

- Une « guerre contre le terrorisme » plutôt qu'une intervention policière parrainée par l'ONU pour traduire en justice des individus particuliers dans le cadre d'un organisme comme la Cour criminelle internationale (que les É.-U. rejettent) constitue simplement une invitation au désaccord quant à la signification du mot « terroriste » et de l'expression « combattants de la liberté ». Les États-Unis ne se rappellent-ils pas avoir armé et soutenu les Moudjahiddin de l'Afghanistan, dont Osama bin Laden était un membre si efficace?

- La catégorisation sous la rubrique « guerre » a déjà entraîné toute l'OTAN - une alliance exclusivement nordique - dans un conflit avec un ennemi terroriste qui se situe principalement dans le Sud. En outre, la participation de l'OTAN place des pays à prédominance chrétienne en situation de conflit avec des pays (les « États qui hébergent des terroristes ») à prédominance musulmane.

Depuis, la situation a évolué. Le président Bush parle toujours de guerre - et les médias américains et autres lui font écho - mais il s'est éloigné de l'unilatéralisme et cherche à bâtir une coalition. Aucune mention (à ce moment-là) de l'Organisation des Nations Unies, mais une alliance toute neuve et plus vaste.

Cependant, permettez-moi de souligner l'**urgence** de la situation. Si nous ne pouvons obtenir que nos gouvernements insistent sans cesse qu'il s'agit là d'un problème de « sécurité collective », quelque chose que l'ONU a été créée pour régler, l'hégémonie américaine attendra dans les coulisses.

Nous devons exhorter le Canada à entreprendre la formation d'une « Coalition pour une intervention par l'entremise de l'ONU » regroupant des nations du Nord et du Sud dans le but de mettre en échec la coalition du président Bush pour la guerre. Je pense que l'ONU - tout le concept de paix par le biais d'une gestion publique saine et soigneusement élaborée - court un danger *réel*.

C'est maintenant qu'il faut rétablir et renforcer l'ONU. Le Canada devrait faire preuve de leadership à cette fin.

CHRISTINE PARSONS

L'expérience que j'ai vécue à la Conférence des Nations Unies contre le racisme, qui s'est déroulée à Durban (Afrique du Sud), est liée aux commentaires de Marion Dewar, qui s'interrogeait sur la participation de personnes plus jeunes au Groupe des 78 et à la vie politique et jusqu'à quel point « l'espoir et le rêve » est une attitude que la jeune génération n'a pas su adopter.

C'est l'une des choses les plus importantes que j'ai retenues de cette conférence. Sur place là-bas, j'ai pu constater qu'il y avait beaucoup d'espoir. Pour ce qui est du rêve, il y avait là quantité de gens qui évoquaient le passé de manières différentes à celles que nous entendons habituellement, et qui formaient des coalitions et des réseaux, s'appuyaient mutuellement et envisageaient un avenir meilleur - quoi qu'il en soit, ils existent et ils se nourrissent d'espoir et de rêves.

En ce qui a trait à notre propre participation, nous étions quatre à représenter l'Association canadienne pour les Nations Unies : nous étions là dans le but spécifique de partager le modèle de notre projet éducatif de lutte contre le racisme et d'échanger des références, et, au plan individuel, de nous tenir au courant des derniers développements.

Nous avons participé à trois événements : le Sommet des jeunes, d'une durée de deux jours; le Forum des ONG, d'une durée de six jours, qui comprenait de nombreux ateliers, des stands d'exposition et des négociations au sujet du document produit; enfin, il y avait la Conférence mondiale comme telle, à laquelle nous avons assisté en tant qu'observateurs. À mon avis, les deux premiers événements étaient des tribunes où les gens pouvaient parler des expériences qu'ils avaient vécues. Ceux et celles qui ont pu s'exprimer dans le cadre du Forum des ONG n'ont pu le faire pendant la conférence principale.

Vous avez probablement entendu parler de certains des éléments négatifs de la Conférence mondiale, de sorte que je me contenterai ici de parler des aspects de cet événement qui, à mon avis, se sont révélés positifs. Nous ne savons pas exactement quels propos ont découlé des groupes de travail sur « L'esclavage et les réparations », mais nous avons cru comprendre que les souffrances tragiques et les pertes de vie ont été reconnues (la traite des esclaves, le colonialisme et le génocide) et que les délégations ont

exprimé leurs « profonds regrets », sans toutefois présenter d'excuses. Il n'en demeure pas moins que l'esclavage a été déclaré crime contre l'humanité, ce qui, à mes yeux, représente une étape positive.

Parmi les autres résultats positifs, mentionnons l'évolution du discours. Les gouvernements et les ONG ont parlé de l'esclavage et de la colonisation dans un même contexte et les ont liés aux inégalités Nord-Sud actuelles et aux inégalités entre les collectivités dans le Nord. L'histoire de la situation passée et présente est devenue le discours normatif, et j'espère que ceci continuera de faire partie du discours des gouvernements et des ONG à l'avenir.

Enfin, permettez-moi de soumettre quelques questions. Comment cette expérience reflète-t-elle la situation de la gestion publique mondiale? Quelles sont ses répercussions sur la gestion publique mondiale, et comment ce qui s'est passé ici (ou ce qu'on en a perçu) aura-t-il des incidences sur la gestion publique mondiale?

CINQUIÈME PANEL - PAIX ET SÉCURITÉ

GEOFFREY PEARSON

Je suis ici pour clôturer cette conférence. Il y a vingt ans, la déclaration inaugurale du Groupe des 78 était presque entièrement consacrée au danger que représentaient les armes nucléaires. J'étais à Moscou en 1981 [à titre d'ambassadeur canadien], et je me rappelle très bien des dangers de cette époque. Les Russes avaient envahi l'Afghanistan l'année précédente, et, en 1981, tout laissait croire qu'ils envahiraient la Pologne en raison de ce qui s'y produisait avec le mouvement Solidarité. Je signalais que les Russes étaient en « état d'alerte » et qu'ils craignaient que les Américains, sous la direction du président Reagan, leur coupent l'herbe sous le pied au sujet de l'invasion de la Pologne. Nous l'avons échappé belle.

Ce qui préoccupait le Groupe des 78 au moment de sa fondation était précisément un tel scénario - une guerre nucléaire. Bien que la guerre froide ait maintenant été écartée, le danger de guerre nucléaire persiste. Il y a encore trente mille armes au total, et nous avons de nouvelles puissances nucléaires. S'il m'était donné de rédiger le manifeste à nouveau, je n'ignorerais pas ce danger, et nous ne devrions pas l'oublier.

Les Russes ont dit qu'ils négocieraient le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, pourvu que les États-Unis acceptent de négocier la réduction des armes nucléaires à des niveaux peu élevés. Les États-Unis n'ont pas encore répondu à cette proposition. Et s'ils n'en arrivent pas à une entente quelconque, nous nous retrouverons dans de beaux draps. Nous ne devons jamais oublier ces grands dangers, en raison de ce qui s'est produit la semaine dernière (les attentats terroristes à Washington et à New York).

Mais, d'autre part, ces événements de la semaine dernière étaient inimaginables il y a vingt ans, n'est-ce pas? Nous avons des exemples individuels de terrorisme, mais pas de

terrorisme de masse. Bien que le monde des armes nucléaires et des armes de destruction massive existait, nous ne nous préoccupions pas autant des armes biologiques et chimiques à ce moment-là que nous devrions le faire maintenant. Alors, ce qui s'est produit la semaine dernière doit être placé dans le contexte de ce qui pourrait arriver, en ce qui a trait au danger le plus grand.

Dans le cadre de nos activités avec l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (maintenant aboli), j'ai demandé aux gens de définir la « paix ». On n'a pas réussi à se mettre d'accord sur une définition.

L'année dernière, selon *Project Ploughshares*, il y a eu quarante conflits à travers le monde, dont le tiers se situaient en Afrique. (Ils mesurent les conflits par nombres - Je pense que c'est mille morts pendant une année.) Presque tous ces conflits étaient internes. Tout le monde interprète un conflit entre des États comme une guerre, et la charte des Nations Unies est basée sur cette hypothèse. La charte a été organisée par des gens comme mon père, dans le but de prévenir la guerre - représentée, à leurs yeux, par des agressions et des conflits entre des États. C'est ce qu'ils voulaient dire par « menaces à la paix ».

Parmi ces conflits internes, vous avez la sécession, vous avez les conflits de nature ethnique et religieuse, et vous avez les conflits matériels (que quelqu'un, ce matin, a qualifiés de « profitables ») - ce sont là les quatre types principaux. Et puis vous avez le terrorisme, qu'il nous faut essayer de définir.

De nos jours, la technologie semble être la force motrice de tant de choses, autant bonnes que mauvaises. Le système de défense antimissiles est basé sur la perception américaine de ce que la technologie peut accomplir - mais la technologie peut également nous aider à prévenir que certains événements se produisent, nous donner des avertissements et contribuer de diverses manières à établir un climat de dissuasion plus stable entre les pays. En fait, je ne pense pas que la technologie soit uniquement mauvaise; mais nous ne savons pas ce qui se passe.

Alors, que pouvons-nous faire pour contrôler les conflits? L'OTAN est basée sur la théorie de la dissuasion, sur le principe que vous pouvez mettre fin aux conflits en dissuadant l'autre adversaire.

Une deuxième manière de contrôler les conflits est par le biais du droit international et des forces policières internationales. Nous avons réalisé des progrès, en partie à cause des ONG, de groupes comme le nôtre, l'exemple le plus récent étant la Cour criminelle internationale. Les développements sont moins encourageants en ce qui a trait à la question policière.

Je préfère parler de forces policières plutôt que militaires lorsqu'on aborde la question de l'application des lois internationales. Ceci commence à se produire, en partie à cause de ce qui s'est produit la semaine dernière, et les forces policières, par le biais d'Interpol et d'autres avenues, se mobilisent maintenant en vue d'essayer de prévenir ce genre

d'activité criminelle. En prenant pour acquis qu'il existe un droit international ou une forme quelconque de système juridique international, qui se chargera de voir à son application? Si vous dites à vos voisins que vous disposez de lois efficaces sans toutefois avoir les forces policières pour les faire respecter, ils ne vous prendront pas au sérieux, n'est-ce pas? La même chose s'applique au plan international. Cela demandera beaucoup de temps, mais l'un des résultats positifs des événements de la semaine dernière est que les forces policières participent désormais plus activement à la coopération internationale, et, d'une certaine manière, la GRC est maintenant l'un (et peut-être le plus important) des organismes clés en matière de défense nationale. Je pense que le gouvernement commence à se rendre compte de ce fait, mais il faudra lui accorder une plus grande attention.

Une troisième manière d'exercer un contrôle est, bien entendu, la médiation, et le Canada a toujours fait bonne figure dans ce rôle. Un de mes collègues, Geoffey Murray, et moi-même avons rédigé un rapport sur la politique étrangère en 1967, et nous avons utilisé le terme « entremetteur utile ». Il arrive parfois que le Canada soit bien placé pour gagner la confiance des deux (ou des multiples) parties, parce que nous n'avons pas d'ennemis. Notre seul ennemi possible est à nos côtés, et nous ne percevons pas les Américains comme nos ennemis. Ceci nous confère un rôle spécial dans la médiation et le règlement des conflits.

D'après les projections de l'ONU, la terre comptera neuf milliards d'habitants dans cinquante ou soixante ans. Une proportion de deux tiers à trois quarts de ces gens seront très pauvres. L'Inde compte maintenant plus d'un milliard d'habitants, ainsi que la Chine. Où ces gens vivront-ils? Selon le Rapport mondial sur le développement humain, le PIB des pays à revenus élevés est, en moyenne, vingt-six mille dollars, alors qu'il n'est que de deux mille dollars pour les pays à faibles revenus. Cet écart s'accroît de plus en plus, une situation intolérable.

Alors, vous avez l'accroissement de la population, la croissance dans l'inégalité, l'accroissement des mouvements de réfugiés et d'immigrants - une situation qui ne peut mener qu'aux préjugés raciaux. Je ne suis pas optimiste.

Il y a également la question de l'espace : malgré le traité en vertu duquel nous ne pouvons utiliser des armes dans l'espace, il semble bien que l'espace deviendra quand même une zone de conflit. Un autre domaine est celui des drogues, et un troisième est la survivance. Dans certains de ces domaines, comme celui des armes nucléaires, il est possible que le droit international se révèle efficace, bien que l'application des lois soit souvent difficile. Nous vivons dans un monde d'États souverains, et il ne semble pas que ceci soit à la veille de changer.

Cependant, l'un des signes prometteurs est la manière dont les gens peuvent maintenant communiquer au delà des frontières, une situation que l'ONU encourage dans le cadre de ses conférences. Je suis certain qu'il y a en Afghanistan quantité de femmes qui sont restées en contact avec des gens qu'elles ont rencontrés lors de la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing.

Enfin, il y a la question de l'application. Je ne suis pas d'accord avec le général Dallaire, dont l'opinion est typiquement militaire : selon lui, l'idée d'une armée de l'ONU est « tellement stupide - que pourrait-elle faire? ». Mais c'est bel et bien là l'objectif : s'éloigner des États souverains et des armées souveraines pour faire en sorte que l'ONU ait la capacité d'agir. Dès 1950, Trygve Lie parlait d'une « Garde des Nations Unies » qui serait placée sous la responsabilité du Secrétaire général. Évidemment, les États souverains ne souscrivent pas à un tel scénario. Mais l'objectif doit être d'élaborer graduellement, au fil des années, la capacité d'intervention de l'ONU, et, puisque les États souverains persistent à tout contrôler, ils ne permettront pas à l'ONU d'intervenir. Il s'agit d'une approche utopique, mais qu'y a-t-il de mal à cela?

J'espère que le Groupe pourra intervenir auprès du gouvernement, qui ne sait pas quels sont ses intérêts stratégiques, pour lui dire : « Vous avez une mission internationale, une mission que vous avez toujours eue, et nous sommes l'un des rares pays à pouvoir nous acquitter, dans la mesure du possible, de la tâche de susciter des compromis et de persuader notre important voisin d'agir d'une manière multilatérale. »

Si les Américains nous considèrent comme de bons voisins, et je pense qu'ils le font, ils seront à l'écoute. Mon père a rencontré le président Johnson six fois en quinze mois, du jamais vu en matière de concertation Canada/É.-U. à ce niveau; et il ne fait aucun doute que le président Johnson a écouté. Bien que cette démarche n'ait pas mené à la fin de la guerre du Vietnam, elle en a initié le processus, parce qu'il a été capable de parler au président Johnson dans un certain climat de franchise. Je pense que M. Chrétien est capable d'avoir recours à cette approche et qu'une telle démarche s'avérera utile.

ANNEXE

Le Groupe des 78

Le groupe des 78 est une association à titre informel de Canadiens qui ont pour but d'atteindre que le monde considère comme priorités essentiels la paix et le désarmement, le développement équitable pour tous et le renforcement total du système des Nations Unies.

Cette association vit le jour au bout d'une certaine réunion de personnes clefs pendant laquelle on rédigea une déclaration sur le rôle de Canada dans la marche vers un monde de paix et de sécurité. Parmi ces personnes clefs se trouvèrent le député Andrew Brewin et Peggy Brewin, Murray Thomson du Project Ploughshares, Robert McClure, ancien modérateur de l'Eglise Unie et King Gordon, autre-fois du Secrétariat des Nations Unies.

Cette déclaration, intitulée Canadian Foreign Policy in the 80s, fut adressée au premier ministre Trudeau au mois de novembre 1981. Soixante-dix-huit Canadiens l'avaient signée, soit un groupe de 78.

La déclaration proposa trois objectifs intimement reliés:

1. L'élimination du danger de guerre nucléaire, la plus grave menace à laquelle l'humanité fait face aujourd'hui;
2. La mobilisation des ressources mondiales afin d'instaurer un ordre international plus équitable et de mettre fin à la pauvreté qui accable la majorité des populations du Tiers-Monde;

3. Le renforcement des Nations Unies et des autres organismes internationaux qui se consacrent au maintien de la paix, à la promotion de la coopération internationale et du droit international ainsi qu'à la protection des droits fondamentaux de la personne.

Le groupe des 78...

- organise des rencontres où l'on se penche sur les changements à apporter à la politique étrangère, où l'on adopte des politiques d'action communes qui seront ensuite acheminées au gouvernement canadien sous forme de recommandations;
- publie des documents sur les résultats des conférences et sur d'autres sujets d'intérêt public;
- publie le *Newslink* un bulletin pour diffusion générale;
- organise des dîners-rencontres avec conférencier invité.

LE GROUPE DES 78 - MEMBRES FONDATEURS

Margaret Atwood	Walter Gordon*	John Meisel
Donald Bates*	Roger Guindon	Brian Meredith*
James Ham*	Pierre Berton	Joanna Miller
Florence Bird*	Richard Harmston	Michael Oliver
Elisabeth Mann Borgese	Jacques Hébert	Archbishop A. L. Penney
Andrew Brewin*	Gerhard Herzberg*	Lucie Pépin
Tim Brodhead	John Holmes*	Beryl Plumptre*
General E.L.M. Burns *	John Humphrey*	Nancy Pocock*
Rita Cadieux	George Ignatieff*	John Polanyi
Thérèse Casgrain*	Heather Johnston	Escott Reid*
Maxwell	Kalmen	Clyde Sanger

Cohen*	Kaplansky*	
Irwin Cotler	Hugh Keenleyside*	Archbishop E.W. Scott
Marion Dewar	Roby Kidd*	Frank Scott*
T.C. Douglas*	David Kirk	Marian Scott*
William Epstein*	Anton Kuerti	John Sigler
Gordon Fairweather	Renaude Lapointe	Adelaide Sinclair*
Geraldine Farmer	Margaret Laurence*	David Smith*
Eugene Forsey*	J. Francis Leddy	Maurice Strong
Ursula Franklin	Clarke MacDonald*	Murray Thomson
Northrop Frye*	David MacDonald	Bruce Thordarson
E. Margaret Fulton	Donald MacDonald	Norma E. Walmsley
Sylva Gelber	R. St. J. MacDonald	Patrick Watson
Alfred Gleave	Gregory MacKinnon	Hellie Wilson
James George	Yvon Madore	Lois Wilson
Paul Gérin-Lajoie	Robert McClure*	Gregory Wirick*
Maynard Gertler	Dennis McDermott	Diana Wright*
J. King Gordon*	Peter Meincke	

* décédé (e)

LE GROUPE DES 78 - MEMBRES ACTUELS

M. Azhar Ali Khan	Lawrence Cumming	Fred Harland
Warren Allmand	Leo Dare	Mardele Harland
Douglas Alton	Barbara Darling	Gretel Harmston
Janis Alton	Douglas Davies	Richard Harmston
Douglas Anglin	Sheila Davies	Jacques Hebert
Angus Archer	Clovis Demers	Mark Hecht
Neil Arya	Ann Denholm Crosby	Janet Irwin
Margaret Atwood*	Marion Dewar*	Pierre Joncas
Elisabeth Barot	Jennifer Dickson	Marie Keasey
Gerry Barr	Earlston Doe	Graham Kirby
Michael Bell	Elizabeth Doe	Anton Kuerti*
Paul Belanger	Tim Draimin	Frederic Labarre
Daniel Benedict	Nancy Drozd	Nazeer Aziz Ladhani
Stephen Benedict	Robert Edmonds	Henrietta DesForisay
Pierre Berton*	John English	Corey Levine

Barbara Birkett	Katharine English	Peyton Lyon
Richard Birkett	Gordon Fairweather*	Flora MacDonald
Newton Bowles	Shirley Farlinger	Arch MacKenzie
Ann Breau	Ardath Francis	Isobel MacKenzie
Herb Breau	Ross Francis	Archie MacKinnon
Fredelle Brief	Douglas Fraser	Margaret MacMillan
Tim Brodhead*	Barbara Fulford	James MacNeill
Joan Broughton	Dwight Fulford	Phyllis MacNeill
Geoffrey Bruce	Eleni Galanis	Peggy Mason
Ruth Bruce	L. Terrell Gardner	Roy Matthews
Boris Castel	James George	Judith Maxwell
James Christie	Ann Gertler	Elizabeth May
Andrew Clarke	Maynard Gertler*	Jack Maybee
Gisèle Coté- Harper	Nancy Gordon	Nevitt Maybee
Irwin Cotler*	John Graham	Digby McLaren
Marie- Hélène	Franklyn Griffiths	Hon. Walter McLean Courtemanche- Boyle

Tim Creery	Debbie Grisdale	Barbara McLean
Carolyn Creery	Eshete Hailu	Donald McRae
Gordon Cullingham	John Harker	Sally McRae
Peter Meincke*		Penny Sanger
John Meisel*		Joanna Santa Barbara
Arthur Menzies		Dominick Sarsfield
Joanna Miller*		Mairuth Hodge Sarsfield
Morris Miller		Nola-Kate Seymoar
Hanna Newcombe		Gerald Shannon
Sam Nutt		Hon. Mitchell Sharp
Eric Hoskins		Michael Shenstone
Maureen O'Neil		Susan Shenstone
Michael Oliver*		James Shute
Tamar Oppenheimer		John Sigler
James Orbinski		Jennifer Simons
Bernard Ostry		Alan Slavin
Sylvia Ostry		Linda Slavin
Ann Park		Tom Sloan
Derek Paul		Ross Smyth
Ann Pearson		Chris Spencer
Geoffrey Pearson		Metta Spencer
Landon Pearson		Anne Squire

Alan Phillips	Janice Stein
Joy Phillips	Rieky Stuart
John Polanyi*	Alison De Muy
David Pollock	Andrew Thompson
Georges Proulx	Shirley Thomson
Ann Qualman	Murray Thomson*
Harry Qualman	Thomas Torrance
Edward Ragan	Necla Tschirgi
Farhang Rajae	Alison Van Rooy
Anatol Rapoport	Norma E. Walmsley*
Ernie Regehr	Fergus Watt
Tim Reid	Dee Welch
John Reid	Ann Weston
Doug Roche	Ken Williamson
Roseann Runte	Lois Wilson*
William Ryan	Azaletch Worku Asfaw
Dexter Sampson	Max Yalden
Joan Sampson	Mark Vorobej
Clyde Sanger*	Ann Young
	Christopher Young

* membre fondateur